

Supplément du projet

# La Consolidation de la paix au Liban



Supported by  
**KfW**



Empowered lives.  
Resilient nations.

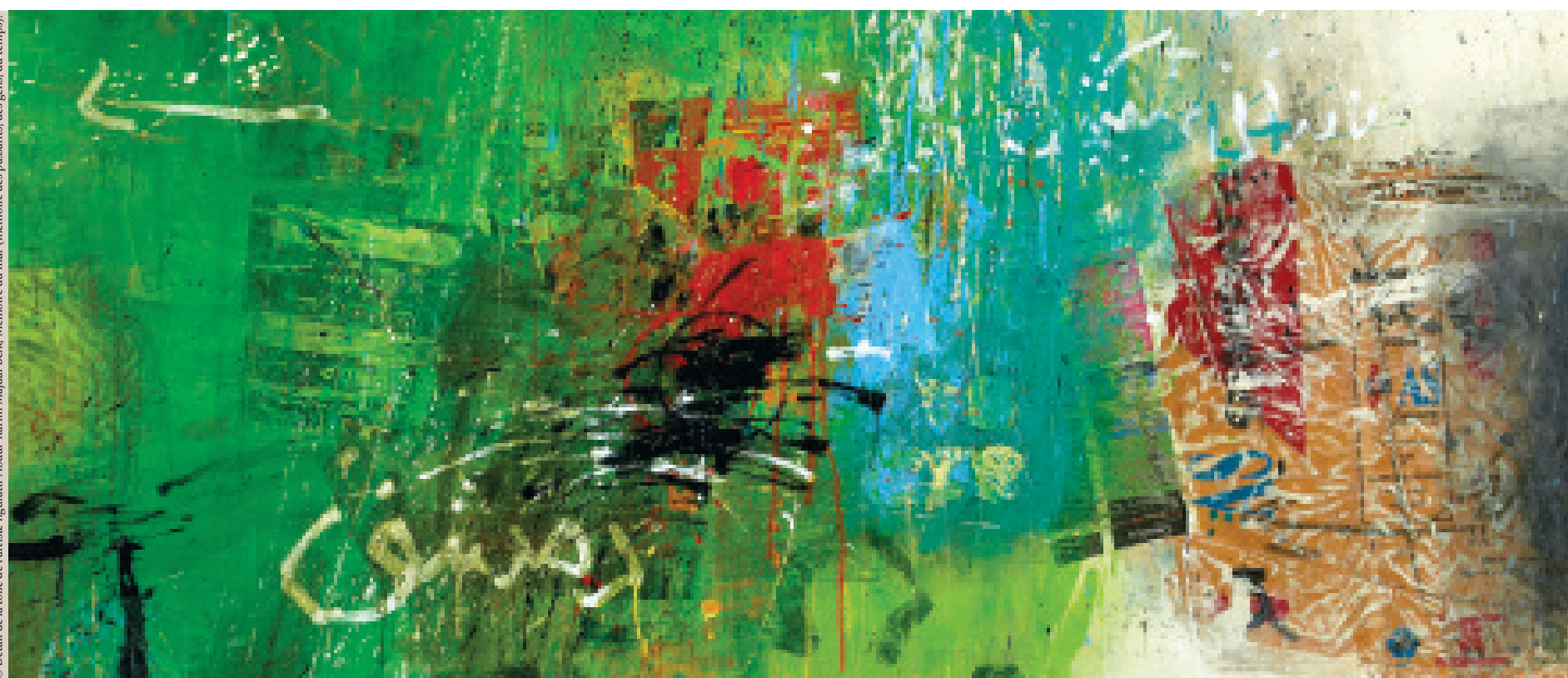
## Supplément spécial

Publié par le projet «La Consolidation de la paix au Liban» du Programme des Nations Unies pour le développement et financé par le ministère Allemand de la Coopération économique et du Développement à travers le KfW, ce supplément est distribué avec les quotidiens an-Nahar et as-Safir dans sa version originale en arabe, et avec le Daily Star et L'Orient-Le Jour dans les versions en anglais et en français.

Ce numéro regroupe les articles d'un certain nombre d'écrivains, de journalistes et de professionnels des médias, de chercheurs et d'artistes libanais et syriens. Il aborde les répercussions de la crise syrienne au Liban et les relations entre les Libanais et les Syriens, dans des approches de fond loin des discours de haine.

Édition N°11, mars 2016

© Détail de la toile de l'artiste figuratif Abdul-Karim Majdal Bek, Mémoire du mur (mémoire des passants, des gens, du temps).



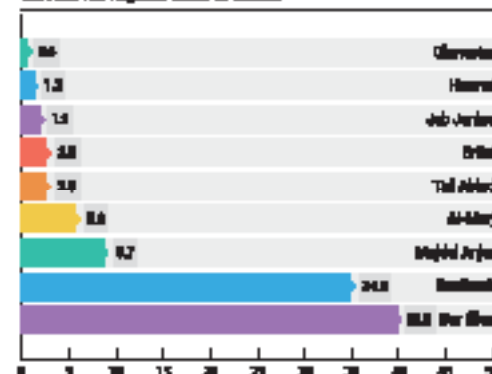
- 03 Rentrer en Syrie, rêve suprême des réfugiés... n'était-ce l'insécurité
- 04 Récits d'une autre forme d'exil
- 04 Beyrouth et le périple du « Vendeur de bagues »
- 05 Moi, l'étranger
- 06 Vers une approche professionnelle et éthique
- 07 Les réfugiés syriens aux yeux des médias
- 10 Journées de la misère syrienne
- 12 Au revoir Beyrouth : la guerre en Syrie vue de l'autre côté du miroir
- 13 Darwiche et el-Rass signent Ard el-Samak
- 14 Une peinture syrienne de poids au Liban !
- 15 Mon expérience d'artiste syrienne

08 - 09

Citoyens et réfugiés unis  
dans une même tragédie

Les enfants handicapés  
vivent dans un milieu qui ne  
respecte pas leurs besoins

Répartition des enfants handicapés réfugiés  
servant les réfugiés dans le Liban



Source : rapports du "Programme d'adaptation des personnes à besoins spéciaux au traitement de la crise syrienne"

## Sauvegarder la stabilité du Liban

Tout au long de la crise syrienne le monde n'a pas perdu de vue la situation critique d'environ cinq millions de réfugiés et déplacés syriens, selon les chiffres de l'UNHCR. Compte tenu des énormes défis auxquels sont confrontés les trois principaux pays d'accueil, le Liban, la Jordanie et la Turquie, l'Allemagne a co-organisé la conférence de Londres qui s'est tenue entre le 4 et le 6 février de cette année, réunissant nombre de chefs d'États qui ont réaffirmé leur engagement envers les réfugiés syriens.

La conférence de Londres a donné le ton d'une nouvelle approche prometteuse, qui permet de visualiser la crise sous un angle nouveau par rapport aux réfugiés et aux communautés d'accueil. L'Allemagne reste engagée dans son soutien à la stabilité du Liban comme durant les années précédentes, et a maintenant renouvelé sa promesse de soutenir ce pays à de multiples niveaux. Nous allons travailler avec le gouvernement du Liban et de nombreux autres partenaires afin de stimuler la croissance économique, créer de nouveaux emplois, et veiller à ce que tous les réfugiés aient accès à une éducation décente à l'orée de 2017. Nous envisageons d'atteindre ces objectifs grâce à une approche stratégique et intégrée dans le soutien aux réfugiés et aux communautés d'accueil libanaises, confrontées à des conditions de vie difficiles.

Reconnaissant le pouvoir des médias dans la diffusion et le soutien aux résultats positifs tels que ceux définis à la conférence de Londres, j'espère que l'appui à une initiative telle que ce supplément contribuera à faire la lumière sur des réussites et des histoires empreintes d'espoir qui peuvent contribuer à alléger les tensions. Dans le même ordre d'importance, je suis convaincu que cette plateforme favorisera une couverture plus complète et équilibrée des événements, une démarche très recherchée en période de crise comme celle à laquelle nous sommes confrontés.

**L'ambassadeur Martin Huth,**  
chargé d'affaires à l'ambassade de la République fédérale d'Allemagne à Beyrouth

## Le Pnud célèbre 50 ans de services

Les conséquences de la crise syrienne, qui entre dans sa sixième année, continuent de se répercuter sur les pays voisins et bien au-delà. L'une des réponses les plus récentes aux effets de ce conflit s'est illustrée par le rassemblement de chefs d'État et de dignitaires, entre le 4 et le 6 février de cette année à Londres, afin de manifester un appui aux réfugiés syriens et aux pays d'accueil. La conférence s'est fixée des objectifs ambitieux visant à transformer la crise actuelle en opportunité pour améliorer l'avenir à la fois des réfugiés et des pays d'accueil. Parmi ces pays d'accueil, le Liban est celui qui a généreusement fourni une assistance aux déplacés. Les collectivités libanaises ont partagé leur économie, leurs écoles, les cliniques, l'eau et les services de base fournis par les autorités centrales et locales. En six ans toutefois, la crise a fini par constituer une lourde charge pour ces collectivités, menaçant leur survie et la paix civile dans le pays. La Conférence de Londres a eu lieu juste à temps pour redonner espoir à la fois aux réfugiés et aux communautés d'accueil. Les résultats de la conférence promettent aussi de stimuler une économie chancelante, freiner le taux de chômage, et réhabiliter l'infrastructure du pays, tout en préservant la dignité des réfugiés et répondre à leurs besoins humanitaires de base.

Le Pnud est à la pointe du soutien aux collectivités d'accueil du Liban et il est pleinement mobilisé en vue d'atteindre les objectifs fixés lors de la Conférence de Londres, en particulier dans les domaines de la création d'emplois, la fourniture des services de base, ainsi que la promotion de la paix. L'objectif résolu du Pnud à soutenir le Liban cette année coïncide avec son 50ème anniversaire. Plus que jamais, le Programme des Nations Unies est déterminé à être proactif et préventif afin de relever les défis du développement du Liban, réduire

les inégalités régionales qui portent atteinte à sa stabilité sociale, arrêter la dégradation de l'environnement, et soutenir les institutions gouvernementales. Le Pnud cherchera à atteindre tous ces objectifs à un moment où l'instabilité est devenue la nouvelle norme.

A l'occasion du 50ème anniversaire du Pnud cette année, la relation soutenue entre le Programme des Nations Unies et le Liban est également célébrée. Comme ce fut le cas pendant les années de guerre, il y a un engagement plus fort que jamais de se tenir aux côtés du Liban pour l'aider à faire face aux multiples défis actuels, et de le soutenir dans la réalisation de ses nouveaux objectifs de développement durable. En tant que défenseur de ces nouveaux objectifs, le Pnud cherche à utiliser ce précieux supplément comme un outil pour le changement et la promotion d'approches pacifiques non violentes et antidiscriminatoires à travailler avec les communautés hôtes. Dans ce cadre, les sujets liés aux collectivités d'accueil et aux réfugiés sont discutés, et une attention particulière est accordée à leurs dimensions juridiques, culturelles, économiques et créatives.

Nous espérons que des initiatives telles que ce supplément peuvent contribuer à renforcer les relations avec les réfugiés syriens, dans l'espoir qu'un jour, ces derniers seront en mesure de retourner en toute sécurité dans leur patrie et porter un regard favorable au pays où ils ont jadis trouvé refuge.

**Luca Renda**  
Directeur du Pnud au Liban

## Deux questions

Conséquence logique de l'appel d'air provoqué par la décision d'Angela Merkel d'ouvrir grande les vannes de l'accueil de près d'un million de réfugiés syriens en Allemagne, les frontières extérieures de l'Europe se retrouvent bousculées de toutes parts par l'afflux de dizaines de milliers de migrants miséreux, démunis, accourus au péril de leur vie vers cet eldorado dont on leur a toujours chanté les louanges en termes de droit et de libertés.

Mais à quoi serviraient le droit et les libertés si l'aisance économique et financière ne suit pas. Or, l'Europe n'est pas l'Amérique et depuis bien longtemps n'a plus vocation d'être une terre d'immigration. La crise et le chômage ont étendu leurs tentacules, et ce n'est pas la quête d'un avenir meilleur qui conduit les réfugiés à frapper aux portes du vieux continent, mais bien l'instinct de survie. Cette espèce de réflexe premier, qui pousse hommes, femmes et enfants à se jeter dans les bras de passeurs véreux et sans scrupules, à braver une mer démontée et, quand ils s'en sortent indemnes, à se retrouver parqués dans des camps officiellement provisoires, mais qui visiblement sont appelés à durer.

Aujourd'hui, l'Europe est débordée et doit quémander un peu de mansuétude de la part de la Turquie pour qu'elle consente à contenir le flot de migrants sur son sol. Un étrange appel à générosité contre monnaie sonnante et trébuchante : 3 milliards d'euros lors de la première requête, probablement suivis de 3 autres en espérant qu'Ankara s'en contentera...

Au vu de ce résultat pas très reluisant, deux questions viennent naturellement à l'esprit :

- Comment se fait-il qu'aucun des pays arabes fortunés n'ait proposé d'assurer ne serait-ce qu'une maigre quote-part de migrants, au lieu de laisser le Liban et la Jordanie déjà mal lotis porter à eux seuls un bien lourd fardeau ?

- Pourquoi l'Europe, et plus généralement l'Occident, continuent-ils de se disputer les élans de générosité à l'égard des réfugiés et a contrario font preuve d'autant de laxisme à imposer une solution en Syrie ?

**Gaby Nasr**

Directeur des éditions spéciales du quotidien L'Orient-Le Jour

## Que le monde prenne exemple sur le Pape François

Le 6 septembre dernier, le pape François en appelait aux évêques d'Europe et demandait que « chaque paroisse, chaque communauté religieuse, chaque monastère, chaque sanctuaire d'Europe accueille » une famille de réfugiés, ajoutant que les deux paroisses du Vatican elles-mêmes accueilleront « dans les prochains jours », deux familles.

Le Pape, qui a fait du droit des migrants à rechercher une vie meilleure un des thèmes majeurs de son pontificat, ne cesse de demander que les réfugiés qui fuient leurs pays en raison de la misère, de la guerre ou de la persécution religieuse ou politique, soient bien reçus et qu'une seconde chance leur soit accordée dans le pays d'accueil.

Mais si le pape invite l'Église catholique dans le monde entier, et à travers elle toutes les autres Églises chrétiennes à respecter les préceptes évangéliques dans leur façon d'accueillir les migrants, et à faire preuve de miséricorde à leur endroit, il ne cesse d'exhorter les nations d'une Europe très divisée sur l'attitude à adopter, à apporter à la crise migratoire une « réponse unanime » et « à répartir entre elles équitablement les charges » de cet accueil.

Objectivement, le pape accuse implicitement la communauté internationale d'être responsable de cet exode massif, en raison de son inaction face à la répartition inégale des richesses et des chances entre les États et les peuples, ce qui contraindrait les plus pauvres, les moins favorisés et les plus persécutés, ainsi que les victimes des guerres – en particulier des guerres des autres – à fuir vers des pays plus sûrs, surtout vers ceux qui offrent les perspectives d'avenir les plus assurées. Ainsi, ils se dirigent vers les États-Unis, mais plus encore vers l'Europe, plus proche des mondes arabe et islamique, qui n'assurent eux-mêmes que très rarement, les droits de l'homme avant même les fameuses chances égales d'accès à l'éducation et à l'emploi.

Il est grand temps que la communauté internationale se mette à la recherche de solutions sérieuses et durables à la crise migratoire, plutôt que de distribuer des miettes aux réfugiés et d'organiser des congrès où l'argent est généreusement dépensé pour étudier les causes d'un phénomène, lui préconiser des solutions et publier des recommandations qui, le plus souvent, finissent aux archives.

**Ghassan Hajjar**

Rédacteur en chef du quotidien an-Nahar

## Comprendre l'impact de la crise sur le Liban

Les crises sont relatives, et dépendent des circonstances et des capacités de ceux qu'elles affligent. Leurs défis peuvent aller du simple inconfort, au cataclysme dévastateur aux conséquences considérables.

La crise des réfugiés syriens est un tel challenge que son impact affaiblira inexorablement le Liban si elle est laissée irrésolue, et ceci pour de nombreuses raisons.

L'infrastructure déjà bancal du Liban a certainement encaissé de plein fouet le poids de l'afflux de réfugiés. Les 1,1 million de déplacés syriens enregistrés, ajoutés à au moins 400 000 autres, représentent maintenant plus du tiers des quelque 4 millions de Libanais, grevant lourdement les maigres ressources d'un pays, qui avant même leur arrivée se débattait déjà avec la pénurie d'électricité et les difficultés d'approvisionnement en eau.

Pour vraiment comprendre l'impact de la crise sur ce petit pays du Moyen-Orient et mettre les choses en perspective, il faut garder à l'esprit que, bien que la Jordanie et la Turquie soient également aux prises avec la question des réfugiés, la première est près de huit fois plus grande que le Liban, alors que la seconde l'est de 24 fois plus.

En fait, l'arrivée en Europe de réfugiés en nombre égal à ceux du Liban a mobilisé l'ensemble du continent, provoquant des tensions entre les États membres et mettant même en danger la précieuse politique de Schengen. Notez qu'il s'agit ici d'un continent avec une population de près de trois-quarts du milliard d'habitants avec toute l'infrastructure correspondante.

Aussi, contrairement à la Jordanie et la Turquie, dont la démographie est relativement homogène, le risque au Liban est d'y voir malmené l'équilibre communautaire fragile que le pays a durement peiné à maintenir afin de préserver sa stabilité.

De plus, la crise syrienne a fait des ravages sur la propre scène politique du Liban, provoquant un surplus de discorde dans le pays et exacerbant les tensions entre les camps rivaux et leurs partisans.

Le Liban a certainement un besoin désespéré d'assistance financière pour assurer les soins aux réfugiés qu'il a généreusement accueillis, mais cela reste une mesure temporaire. Pour vraiment aider, l'Europe se doit de trouver une solution permanente à la crise en Syrie, qui permettrait à ces âmes déplacées de retourner en toute sécurité dans leurs foyers.

**Nadim Ladki**

Rédacteur en chef du quotidien Daily Star

## Un monde qui mérite la pitié

La tragédie de l'exode syrien s'approfondit. Une douleur incroyable, la misère dans toute son aridité, un horizon complètement bouché. Le discours sur l'exode est totalement dépourvu du principe de fraternité humaine. Le monde se réfugie dans les statistiques. Pour lui, les gens ne représentent que des chiffres. Face à la faiblesse, l'épuisement et l'errance, il multiplie les frontières et les fortifie. Il déjoue les « agressions » de ceux qui connaissent la souffrance et l'exode, contre des « territoires nationaux » appartenant à des États qui célèbrent les textes des « droits de l'homme » sans aucun désir de les respecter.

Le monde a échoué dans sa recherche pour trouver une solution humanitaire durable au problème des réfugiés. Aucun d'entre eux n'a choisi le dénuement humanitaire total de son plein gré. Ils en sont arrivés là à cause d'une guerre qu'ils n'ont jamais voulue. Ce calice a déjà été bu par nombre de peuples : les guerres dans toute leur sauvagerie humaine, les chances de paix au souffle court. Malgré cela, les pays continuent à mobiliser leurs énergies dans des guerres qu'ils déclarent ou dans d'autres qu'ils mènent pour repousser des agressions. Aucun État, aucune institution internationale n'a pris la peine de construire une paix juste et non-sélective, de recueillir les victimes de la violence armée, de la famine, de l'injustice et de l'absence d'horizon.

La structure même des États n'est-elle pas terrible ? Il n'existe pas dans la composition de l'État une institution qui encourage la paix. Tous les gouvernements comprennent un ministère de la Guerre ou de la Défense. Il n'existe nulle part un ministère de la Paix. Ainsi, le monde se bat et guerroye, et la paix est gardée par les baïonnettes. Et afin de maintenir la paix, il est nécessaire de faire la guerre. N'est-ce pas cela qui est terrible ?

Entre une guerre et l'autre, une paix et l'autre, l'humanité est en train de perdre une grande partie de son âme. Elle vit dans une conscience bancalée basée sur des raisons objectives : elle justifie le rythme de l'armement, elle établit une économie mondialisée par la force du produit... et la guerre est un produit populaire et rentable. On dit « malheur aux faibles » ! Ils paient le prix des guerres que se livrent les puissants. Et l'homme, qui ne dispose sur cette terre que ses avoirs et ses rêves, les perd les uns après les autres. Il s'enfuit et voyage avec ses pieds, et boite avec son cœur. Il s'en va mais n'arrive jamais. On le regarde comme un étranger. Il est reçu dans des tentes, autour de lui la police se militarise. Il vit de charité internationale, pendant qu'il mâche sa misère et sa douleur, et panse patiemment ses blessures. Pauvre monde, il mérite la pitié.

**Nasri SAYEGH**

Rédacteur en chef adjoint du quotidien as-Safir

# Rentrer en Syrie, rêve suprême des réfugiés... n'était-ce l'insécurité

## La garantie, condition rédhibitoire, reste une formalité coûteuse pour les pauvres, et pénible pour tous

Sanaa El Jack\*

L'année 2015 s'est achevée sur une mise en garde « diplomatique » libanaise contre l'implantation des réfugiés syriens au Liban. Mais ceux qui connaissent la Constitution savent bien que le terme « implantation » est, par définition, banni de la réalité libanaise, stigmatisé par la Constitution.

L'implantation est en effet exclue du paragraphe « D » du préambule de la Constitution qui stipule que « la terre du Liban est une et indivisible et appartient à tous les Libanais... Il n'y a pas de distribution de la population suivant quelque affiliation que ce soit, il n'y a ni morcellement, ni partition, ni implantation ».

2015 s'était déjà ouverte sur des mesures faisant assumer aux réfugiés Syriens de nouvelles charges financières et civiles. C'est ainsi que les frais de séjour individuel pour quiconque a dépassé l'âge de 15 ans ont été fixés à 200 dollars, sans compter les faux-frais d'environ 75 dollars que la bureaucratie libanaise fait assumer pour le renouvellement du permis de séjour.

Ainsi, entre le premier de l'an et sa fin, le drame de l'exode s'était aggravé, bien que des voix pondérées aient tenté d'inscrire les nouvelles mesures dans le cadre des intérêts sociaux et économiques du Liban. À supposer qu'on l'admette, on ne peut ignorer que les épreuves des réfugiés se sont accentuées, à mesure que leur exil forcé se prolongeait. Mais que pensent les Syriens eux-mêmes de ces propos sur l'implantation, le travail et la possibilité de retour ? Comment se présente la situation des Syriens réfugiés aujourd'hui au Liban ?

Pour Abdel Salam, qui habite au sous-sol d'un immeuble commercial en construction à Jnah (banlieue-sud de Beyrouth), le grand problème de sa vie, déjà amère, c'est celui du garant.

Il explique : « C'est pourquoi nous sommes parvenus à un arrangement. Chacun fait un effort en direction de la garantie que l'on réclame, et nous remettons la somme à la personne la plus apte à assurer un travail stable susceptible d'inspirer confiance au garant potentiel et de régler les frais du permis de séjour. Ceux qui en sont incapables, ainsi que les femmes et les enfants, sont condamnés à vivre sans statut légal ».

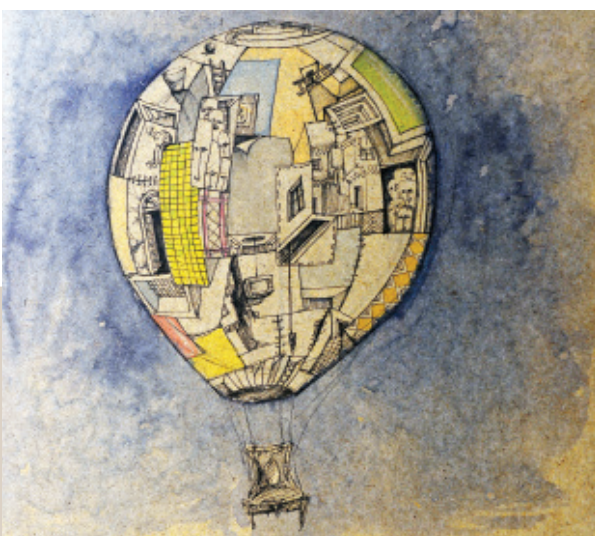
Naturellement, Abdel Salam souhaite rentrer chez lui. Qui ne le souhaiterait pas ? Il commente : « En Syrie, l'école et les frais de santé sont gratuits, alors qu'ici nous payons cent dollars une chambre de 30 mètres carrés où l'on s'entasse vaille que vaille avec mon épouse, mes cinq enfants et mon neveu. On se passe du courant électrique, le plus souvent coupé, mais nous devons acheter l'eau potable. »

Pourquoi, dans ce cas, ne pas choisir d'être déplacé à l'intérieur de son pays ? Réponse : « Nous l'avons tenté, mais l'insécurité nous a poursuivie. Ici, nous nous sentons en sécurité ».

Ce modèle s'applique à tous les réfugiés syriens d'humble condition et aux saisonniers. Leur obsession première est la sécurité, avant même la nourriture. Pour l'obtenir, ils sont prêts à endurer l'amertume de leur statut. On peut se faire une idée des épreuves à la seule vue des longues files d'attente qui se forment devant les bureaux de la Sûreté générale, et des longues heures d'attente qu'ils doivent souvent subir à nouveau, le lendemain, pour pouvoir compléter leurs formalités.

Du reste, se retrouver dans une file d'attente est un bon signe. Ça veut dire qu'on a trouvé un garant. Ce qui ne va pas de soi. La preuve, Mounzer, qui est gardien d'immeuble dans la banlieue-est de Beyrouth, n'a pu trouver de garant. Il n'a toujours pas « avalé » le fait qu'il en ait aujourd'hui besoin, alors qu'auparavant, il pénétrait et sortait du Liban tout à fait librement. Le changement de situation l'a plongé dans la confusion, sachant que la promulgation de la nouvelle loi a modifié son statut, que sa résidence est désormais considérée comme illégale et qu'il vit comme en résidence surveillée, craignant de se déplacer, hors de son microcosme.

C'est d'ailleurs une leçon qu'il a retenue, puisqu'il a été arrêté une fois à un barrage et qu'il n'a dû sa liberté qu'à un



© Dessin de Mohammad Khayata

indulgent « pour cette fois ». Mais « tant va la jarre à l'eau, qu'à la fin elle se casse », dit le proverbe.

Dans sa situation actuelle, Mounzer ne peut même pas songer à rentrer en Syrie. Il précise : « Où aller, j'ai trois enfants, deux filles scolarisées dans une école publique et un garçon encore trop jeune ». Il pense qu'on est encore loin d'un règlement dans son pays, et c'est pourquoi il a envoyé chercher sa famille.

Cela fait quatre ans qu'il n'a pas vu son village. Il ignore s'il tient encore debout ou s'il s'est transformé en tas de décombres. Ce qui l'attache au Liban, c'est le sentiment de sécurité, même s'il le paie cher. L'une de ses sœurs réside à Tripoli, mais il s'interdit de lui rendre visite et pour lui, l'exil est exclu. Se déplacer entre la Syrie et le Liban est tout son horizon.

Mais les pauvres ne sont pas seuls à ressentir la morsure de ce changement de statut des réfugiés syriens. Il en va de même de cette femme aisée qui a choisi de trouver refuge au Liban pour protéger son fils du service militaire obligatoire et Syrie, et dont la fille est étudiante en médecine à l'AUB. Pour cette femme, qui parle sous le couvert de l'anonymat, le souci premier n'est pas la sécurité, mais la cherté. C'est ce qui la rapproche d'une certaine façon, des Libanais. Voilà quelqu'un qui paie deux factures d'électricité et deux factures d'eau, sans compter le loyer mensuel de 1100 dollars de son appartement. Elle ajoute : « Malgré la guerre, la vie reste moins chère à Damas, et le plus difficile, c'est que nos rentrées sont en livres syriennes, et nos dépenses en dollars ». On l'a deviné, cette femme est aisée, elle fait partie de la classe moyenne relativement nantie, même si elle ne l'avoue pas facilement. Essentiellement, la raison de cet exil forcé qu'elle s'impose, c'est le service militaire obligatoire qui attend son fils, dans un pays en guerre. Elle envisage un retour à Damas d'ici 18 mois, dès qu'elle aura mis de côté les 800 dollars représentant les frais de dispense du service militaire.

Elle précise que son fils ne désire ni rester au Liban, ni émigrer comme l'ont fait beaucoup de jeunes syriens et que, par exemple, il a laissé passer l'occasion d'un voyage en Allemagne. Et d'ajouter qu'il travaille en ce moment à son propre compte, exécutant quelques travaux qui lui

sont confiés, mais qu'il ne gagne pas même la moitié de ses frais de séjour au Liban.

Elle souhaite rentrer avec ses enfants à Damas, dès que la question du service militaire sera réglée. Entre-temps, sa fille vit en résidence universitaire. Elle conclut : « La situation à Damas s'améliore, et beaucoup y sont rentrés du Liban, d'Égypte et de Turquie ».

Le retour est donc en tête des priorités de cette dame, qui rêve de la fin du cauchemar de l'effondrement de son ancienne sécurité sociale et économique. Mais alors qu'elle remercie le ciel de lui avoir épargné toute situation embarrassante durant son séjour au Liban, elle ne nie pas qu'elle a été gênée par les nouvelles contraintes relatives au permis de séjour.

Elle précise qu'un ami de la famille, un Libanais, s'est porté garant pour elle et son fils, tandis que l'Université a apporté cette même garantie à sa fille. Elle ajoute que le problème, avec la Sûreté générale, c'est la cohue et le désordre et un sentiment d'humiliation. Un agent a même giflé, une fois, un Syrien qui l'avait importuné à plusieurs reprises. Un véritable scandale.

La classe moyenne syrienne ne se plaint pas trop des mesures officielles libanaises, mais considère que le problème est dans leur application, assure Georges Halabi (70 ans), propriétaire d'un appartement à Mansourieh (Mont-Liban) depuis plus de 20 ans, et dont la fille est mariée à un Libanais. Le problème est dans l'application anarchique de ces mesures, qui l'ont placé à diverses reprises dans des situations embarrassantes, humiliantes. Il a fallu que son gendre se porte garant de sa personne et qu'il obtienne une carte de séjour annuelle, pour que les choses s'arrangent. Un autre cas aberrant : une femme qui possède une carte de séjour de dix ans en France, assure que son visa de séjour au Liban n'est valide qu'un mois. Finalement, c'est son gendre, le mari de sa fille, qui s'est porté garant, ce qui lui a facilité ses déplacements entre Beyrouth et Damas. Voilà quelqu'un qui ne pense pas du tout à prolonger son séjour au Liban, mais qui ressent de la peine pour les réfugiés parqués dans des camps aux frontières. Pour elle, la guerre est moins pénible que l'exode, et tous les Syriens devraient rentrer vers des régions sécurisées en Syrie.

Quant à Omar, qui travaille lui aussi comme gardien dans un immeuble de Beyrouth, l'émigration est le rêve inaccessible. « Je ne m'étais jamais attendu à finir comme ça, dit-il. Aucun des locataires de l'immeuble, où je suis depuis dix ans, n'a accepté d'être mon garant. On m'a traité comme si j'avais une maladie honteuse. Je n'ai pu me mettre en règle que grâce à un ami qui est sans doute encore plus pauvre que moi. On s'est rendu à la Sûreté générale à quatre reprises et on a attendu des heures pour achever la formalité de garantie. Pour les privilégiés, quelques minutes suffisent ».

Omar ne veut pas rentrer en Syrie. Il dit : « Il n'y a pas d'avenir en Syrie, ni pour moi, ni pour mes enfants. Mais il ne veut pas non plus rester au Liban. Il attend le bon moment et les bons papiers pour présenter une demande d'émigration vers un de ces pays qui respectent les droits de l'homme. « Et qui n'humilient pas ceux que le destin a déjà écrasés », dit-il plein de colère.

## Récits d'une autre forme d'exil

Mohammad Chebaro\*

**Autour une table ronde dans un café de Beyrouth, un groupe de « l'élite » syrienne se réunit périodiquement. Il a pris l'habitude de se retrouver à la même heure, au même endroit, devenu un espace d'échanges nostalgiques, éloigné de la notion de refuge au Liban et de la souffrance qui y est associée. Dans les souvenirs égrenés, il est un peu question de la Syrie et beaucoup plus d'histoires personnelles. Les membres du groupe laissent leur imaginaire vagabonder entre les rues, les dédales et les villes de leur pays.**

**La « bande » se réunit chaque samedi, à 10h, dans ce café. Les visages changent au fur et à mesure que des nouveaux venus s'intègrent au groupe et que d'autres l'abandonnent. Au fil des cinq dernières années, nombreux sont ceux qui, parmi ceux qui ont pris place autour de cette table, sont partis. D'autres, une minorité, sont restés au Liban, rien que parce qu'il jouxte le territoire syrien ou parce qu'ils attendent, dans l'espoir de partir. Ce n'est pas la souffrance qui les réunit, eux qui viennent de différentes villes syriennes. Ils reconnaissent d'ailleurs qu'ils mènent au Liban une vie économique satisfaisante.**

Au cours de la dernière rencontre, durant laquelle se sont mélangés des sujets aussi divers que la politique, le terrorisme, le régime, Daech et l'opposition, il a été longuement question du Liban, de la quête de refuge, du calvaire des Syriens dans les camps, aux frontières et sur les points de passage. Tous ceux qui se sont réfugiés au Liban, même « l'élite » – sachant que je formule des réserves sur cette appellation – qui bénéficie d'un minimum d'autosuffisance économique, éprouvent le sentiment que le pays a échoué à réagir proprement à la crise syrienne et à l'exploiter positivement à son avantage.

Sur cette même table, c'est un autre aspect de l'impact de la crise syrienne sur le Liban qui est mis en relief. Il n'a rien à voir avec la souffrance générée par celle-ci. Ici, point de tentes ou de longues files d'attente formées dans la perspective d'obtenir des aides qui tantôt arrivent, tantôt s'interrompent en attendant le déblocage des fonds des États et des organismes donateurs.

La « bande » compte ce jour-là parmi ses membres une créatrice de bijoux. Avec l'entrée du facteur militaire et guerrier à Alep, elle a rapidement décidé de fermer boutique, surtout qu'elle avait développé une peur bleue d'éventuels cambriolages. Elle a rassemblé sans tarder tout ce qu'elle possédait et a pris la direction de la frontière turque qu'elle a réussi à traverser, à travers un point de passage, après une longue période empreinte de difficultés liées aux formalités de régularisation du transfert de ses biens.

Elle explique la décision qu'elle a prise. Ce n'est pas la première fois d'ailleurs qu'elle raconte son histoire, autour de cette table. Elle prie les personnes présentes de patienter. Elle présente ses excuses pour les répétitions et poursuit son récit : quelques semaines plus tard, elle a décidé de se rendre par avion à Beyrouth et d'y exercer de nouveau son métier. Selon elle, le choix de Beyrouth a été dicté par sa capacité à reprendre dans un autre pays arabe, ce qu'elle avait commencé à Alep, mais aussi par des questions privées, d'ordre familial. Le fait qu'elle se répète, explique-t-elle à ses interlocuteurs, était pour leur montrer qu'elle a pu apporter une plus value au Liban. Elle reconnaît que la crise syrienne a pesé de tout son poids sur ce pays, mais elle considère qu'elle a également eu un certain impact positif. Elle fait état ainsi, en parlant de sa propre expérience, de dizaines de cas similaires d'hommes d'affaires, de commerçants et d'investisseurs qui se



© Anwar Amro

sont établis au Liban.

Sur cette même table, il y avait aussi ce jour-là un cinéaste syrien en début de carrière. Pour lui, la décision de se rendre à Beyrouth était indiscutable. Il s'était attendu au début de la crise syrienne à ce que la capitale libanaise devienne un refuge artistique et culturel pour les Syriens. Il avait vu juste. Selon ses dires, la production locale, notamment de feuilletons télévisés a connu une importante évolution qualitative, grâce aux œuvres communes et aux expertises syriennes qui ont trouvé dans Beyrouth un espace à partir duquel elles pouvaient décoller et multiplier les succès.

Les années passées en Syrie sur les bancs de l'école lui reviennent en mémoire. Il compare l'espace de liberté culturelle accordée au Liban à celui alors disponible en Syrie. Selon lui, seuls les domaines relevant du secteur privé, tel que le sien, ont pu donner lieu à des réalisations positives au niveau de la coopération libano-syrienne.

Les débats se diversifient. Ils oscillent entre l'économique et le culturel, dont on dit que le Liban n'a pas réussi à exploiter pour les tourner à son avantage. La conversation prend d'autres directions, à travers ceux qui sont en contact direct avec la souffrance de la majorité des Syriens présents au Liban. Parmi les intervenants, deux travaillent dans le domaine de l'assistance et se déplacent régulièrement entre Beyrouth et la Turquie. Les exigences de leur métier les ont conduit au Liban. Ils s'étendent exhaustivement sur l'impact positif de ce domaine particulier, celui de l'aide internationale aux réfugiés, sur le Liban, depuis que ce petit pays est devenu un centre et une destination pour

un grand nombre d'institutions et d'ONG internationales. Ils demandent à être excusés parce qu'ils doivent se rendre dans la Békaa afin de poursuivre leur mission et d'y amener des aides qui viennent d'arriver à travers une institution internationale.

Même si les participants à cette rencontre évitent en permanence d'aborder des questions politiques, il reste qu'ils considèrent que le Liban a également échoué à exploiter à son avantage le volet politique de la crise syrienne. Après ce qui s'est passé en Syrie, la politique est devenue pour eux un cauchemar responsable de leurs nuits blanches. Leurs conversations dénotent une sorte de résignation à l'état de fait syrien. Ils dessinent souvent une image terne de l'avenir de leur pays, dictée par l'absence de tout espoir. Une des personnes présentes – qui travaille dans le domaine de la recherche – relève ainsi que la Syrie est prisonnière d'une situation alors que le Liban est toujours capable de prendre des initiatives, pour peu qu'une volonté se manifeste à ce niveau.

La conversation prend vite fin. Sur cette table, il n'y a de la place que pour l'espoir. Ils essaient souvent de rester positifs. La rencontre se termine. Le groupe s'apprête à partir, mais un de ses membres, installé depuis trois ans à Beyrouth où il travaille dans le commerce, surprend les autres en leur annonçant son départ définitif du Liban à la fin de la semaine. Destination : la France. Objectif : des lendemains meilleurs. On se laisse aller à l'émotion. Les accolades et les embrassades s'enchaînent. On se promet que la prochaine rencontre sera celle des adieux.

\* Écrivain et journaliste libanais

## Beyrouth et le périple du « Vendeur de bagues »

Mohamad Haj Hussein\*

Nous formons tous, compte-tenu de nos pensées, des entités constituées d'idées préconçues et fondées sur ce que les sens captent. L'image de Beyrouth est bien ancrée dans la mémoire de tous les Syriens, qui ont pris le temps d'écouter et de lire l'art du Liban. Dans leur imaginaire qui a failli devenir une certitude, Beyrouth représente spécifiquement le chemin pour le périple de « Biyez el-Khawatem »\* (Le vendeur de bagues).

Je retenais par cœur et je retiens toujours les pièces de théâtre des Libanais, sans en omettre le moindre détail, notamment lorsque j'ai décidé de fuir chaque « Rajeh »\* qui sévissait dans le pays.

Dans ma mémoire, ce nom est devenu celui de plusieurs milliers d'assassins dont j'ignore les noms. J'ignore non plus comment ils ont été capables de tout ce mal. Je sais seulement qu'il s'agit sans doute du résultat de nombreuses années de terrorisme pratiqué sous toutes ses formes, face à l'ignorance, aux larmes des pauvres et au sang des victimes d'humiliations depuis deux guerres ou plus. Certains parmi nous avaient fui au-delà des « Jbel el-Souwen »\* (Montagnes de silex), mais d'autres n'avaient pas réussi à aller au-delà du seuil d'une cave de torture ou d'une tombe, tandis que d'autres encore sont arrivés (au Liban) là où leur mémoire abonde en images tirées de « Nawatir el-Talj »\* (Les gardiens de la neige) et de « Chouyoukh el-Marajel »\* (Les héros) tels que je les écoutais. C'est donc là où je suis arrivé et où j'ai pu reprendre mon souffle, qui se coupait à chaque fois que j'arrivais à un point de contrôle syrien avant Masnaa (le point de passage frontalier entre le Liban et la Syrie) et peut-être même après.

Mes vingt années antérieures à ce chagrin auraient pu s'écouler paisiblement, silencieusement. Certains parmi nous ont provoqué le bruit et se sont laissés façonner par le bruit. Il leur a appris à dire devant tout ce vacarme : « Non au silence des agneaux ».

Depuis des années, je constate une flagrante analogie entre mon être et celui des habitants de cette partie de la terre. Des années faites de meurtres similaires à la façon avec laquelle ils vont mourir un jour. Leur mémoire abonde de noms de défunts et de personnes portées disparues ou poussées à l'exode.

Ils ont apprivoisé le chagrin plus que nous mais expriment tout comme nous, sauf l'amour. Je ne sais pas comment je suis arrivé des « Souhoul el-Dabab » (Les plaines du brouillard, en allusion à la Syrie), plein de suspicions pendant que je frayais mon chemin parmi des gens qui scrutaient ce « Rajeh » venu d'ailleurs. Ils croyaient que je le portais en moi. Pour eux, tous mes compatriotes sont des « Rajeh », à l'exception de ceux qui parviennent à les convaincre qu'ils ont renoncé au mal ou qu'ils ne l'ont jamais endossé.

Mon espoir d'une paix spirituelle s'estompait à chaque fois que je rencontrais une personne persuadée que rien de bien ne pouvait émaner d'un « Rajeh » ou de quelqu'un qui venait de là-bas (la Syrie), ce là-bas envahi de chagrin à cause des enfants et des familles qui fuient vers des lieux plus sûrs, là où l'on peut comprendre le loup et l'agneau sans préjugés.

Je suis arrivé depuis deux ans (au Liban), et j'étais contraint d'abandonner mes rêves et de chercher du travail dans les rues et les places de Beyrouth. Ma quête m'a rapproché des gens et de la pierre. Elle m'a permis de faire la connaissance de personnes formidables, avec qui je partage la même mémoire et le même présent. Leurs souhaits ressemblent aux miens. Ils ont comme moi deux centres d'intérêt. J'ai fusionné avec ce peuple au point de sentir que la terre ici, nous unit plus que là-bas, là où je cherchais une lueur d'espoir cachée dans des noms enfouis dans ma mémoire, mais qui sont devenus ceux de mon présent : Dora, le pont Barbir et Achrafieh ou encore la rue Hamra qui ne se lasse pas de nos pas, nous unissent. Il y a aussi les théâtres sur les planches desquels s'étaient tenus des personnages qui avaient forgé ma mémoire de cet endroit, Beyrouth, le Beyrouth de tous. Je suis désormais persuadé que les gens ne se ressemblent pas, que si nous avons faim, cela ne signifie pas qu'ils sont rassasiés ; mais nous inter-réagissons. Ils se préoccupent de nous et nous d'eux. Nous formons une même entité. Il y en a parmi nous qui les haïssent et ils y en a parmi eux qui nous détestent. Nous partageons la même terre, le même vent et la même eau. Nous avons peur comme eux, de la mort, de l'exode et de ceux qui nous surveillent la nuit. Ils nous tendent la main pour nous aider et nous leur tendons une seule ou de petites mains qui ne suffisent pas pour apporter de l'aide.

Depuis que je ne fais plus qu'un avec la chaleur des rues et que je surmonte mon chagrin dans ma chambre, j'en suis arrivé à réaliser que chaque individu qui vient de « Souhoul el-Dabab » finit par réaliser que le voile qui bouche notre vue et la leur est constitué en réalité d'idées préconçues et périmées au même titre que leur « Rajeh » et le nôtre.

\* « Le vendeur de bagues » : une opérette et un film des frères Rahbani.

\* Rajeh : un personnage fictif de l'opérette « Le vendeur de bagues » présenté comme étant un bandit. Il est créé par le maire d'un village qui voulait s'enorgueillir d'exploits fictifs. Dans un des tableaux de l'opérette, un vrai Rajeh fait son entrée sur scène, mais il s'agit d'un marchand de bagues qui torpille les efforts de ceux qui voulaient profiter de son personnage pour intimider les villageois.

\* « Jbel el-Souwen » : une opérette des frères Rahbani.

\* « Nawatir el-Talj » : une chanson tirée de l'opérette « Le vendeur de bagues »

\* « Chouyoukh el-Marajel » : une chanson tirée de l'opérette « Loulou » des frères Rahbani.

\* Écrivain syrien

# Moi, l'étranger

Youssef Hajj Ali\*

**Je suis la vendeuse de paquets de mouchoirs en papier, debout sous la pluie près du feu rouge, avec un sac plus grand qu'elle ; je suis celle qui envie les enfants de son âge se rendant chaque jour à l'école en autocar, et dont les rires et les chansons remplissent le matin froid ; je suis celle qu'ils regardent d'un air apitoyé, quand l'autocar s'arrête au feu rouge.**

Je suis celle qui fixe leurs yeux et sait ce qu'ils disent ; celle qui regarde leurs tabliers colorés, leurs cheveux soignés, parés de belles boucles ; celle qui se souvient de son propre tablier calciné par la guerre ; celle qui leur envie leur bonnet de laine, leur anorak bourré, celle dont le hijab a été trempé par la tempête, et dont l'humidité a terni les beaux cheveux couverts.

Moi qui suis allée un jour à l'école, comme eux ; moi qui aimait la souriante maîtresse et la grande salle de classe ; et les pupitres en bois sur lesquels je grattais des figures ; moi dont les camarades ont été éparpillés quand la guerre a éclaté et que l'école a été réduites en décombres ; moi qui leur manque à toutes ; moi qui voudrais pouvoir fermer les yeux à l'instant, et prendre avec ces enfants cet autocar qui s'arrête au feu rouge.

Moi dont l'institutrice aimait les dessins, et qu'elle avait promis à une carrière de dessinatrice ou d'ingénieur, moi qui ait cru l'institutrice ; moi qui l'ait cru.

Moi qui tape aux vitres des voitures dans l'espoir de vendre un paquet de mouchoirs, moi qu'on chasse sans raison d'un geste impatient ; moi qui entends le jour et une partie de la nuit leurs insultes à mon égard et à l'égard de tous ceux que j'aime ; moi qui déteste cette pluie qui me trempe, et la morsure du froid, et la brûlure du soleil, et la fumée des monceaux d'ordures qui ronge mes poumons, et les klaxons des voitures maintenant et toujours.

Moi qui traînant plus longtemps dans la rue, sera mangée bientôt par un ogre.

\*\*\*

Moi le père de famille qui ait fui vers ce pays, avec ma femme et mes filles ; moi qui ait abandonné maison et biens pour les protéger des loups en furie ; moi qui n'ait pu leur trouver un logement bien chauffé pour remplacer celui qu'ils ont perdu ; ni un toit qui les protège de la pluie et du froid ; moi qui suis resté impuissant à satisfaire aux demandes qu'ils n'osaient pas formuler devant moi.

Moi cet homme aux cheveux blancs.

Moi qui ait erré dans la ville, à la recherche d'un emploi, de n'importe quel emploi qui m'aiderait à satisfaire leurs besoins et m'épargnerais de réclamer une aide condescendante.

Moi qui ait essayé refus sur refus à cause de mon âge plutôt avancé ; moi qui suis resté égaré et perplexe, ne sachant que faire de cette masse de chair affamée ; moi qui ait vu la vie en noir et qui ait refusé de tendre la main ou de mendier quelque chose, parce que je ne savais le faire ni ne voulais le savoir ; moi qui me suis tenu sur une chaise métallique rouillée et branlante ; moi qui ait noué fermement la grosse

corde au crochet du plafond et qui me la suis passée au cou ; moi qui ait tiré fort sur ma dernière cigarette et d'un souffle ait chassé tous les soucis de mon cœur ; moi qui ait jeté le mégot par terre avec toute ma foi en une justice dans ce monde.

Moi qui a poussé la chaise du pied et suis resté suspendu au plafond...

\*\*\*

Moi le jeune homme forcé de quitter l'Université ; moi qui n'avait plus qu'un an pour achever mes études de médecine dentaire ; moi qui ait perdu la plupart des membres de ma famille en une seule explosion ; moi qui redoute le scalpel et hait le sang à force d'en avoir vu couler et d'en avoir été éclaboussé.

Moi qui suis arrivé dans ce pays sans documents officiels ; moi qui ait aimé les gens d'ici, bien qu'ils se méfient de moi et de mon accent.

Moi à qui l'on a refusé de louer une pauvre chambre parce que j'étais seul ; moi qu'on a regardé comme on regarde un intrus, un agent, un terroriste.

Moi qui ait cherché le passeur, moi qui pleinement convaincu ait décidé de risquer

ma vie pour gagner l'Europe à la recherche de droits de l'homme que j'avais perdu chez moi et chez vous.

Moi qui vais passer un gilet de sauvetage et quitter cette côte pour un nouveau pays ; moi qui n'ait jamais appris à nager.

Moi que les vagues de la Méditerranée ont avalé et vomi sur une grève pour être enterré dans le cimetière des étrangers.

\*\*\*

Moi la mère qui ait enveloppé son ventre d'une couverture de laine, enviant la chaleur dans laquelle baignait l'enfant au-dedans d'elle ; moi qui regardait mes doigts fendillés et bleuis par le froid ; moi qu'on ne cessait d'interroger : « Mais pourquoi cette grossesse et est-ce que tes seins peuvent encore donner du lait ? » ; moi qu'on interpellait : « Pourquoi encore des enfants, alors que tu vis sous une tente de réfugiés ? ».

Moi qui suis restée stérile neuf ans, et qui n'ai enfin conçu que dans ces circonstances ; moi qui ait été terrorisée quand mes règles ont cessé, craignant d'être devenue stérile ; moi qui suis restée incroyablement à la nouvelle que j'avais conçu ; qui ait pensé que le médecin du camp me réconfortait,

cherchant à relever mon moral ; moi dont le regard a été métamorphosé et qui ait commencé à voir le monde par les yeux de cet enfant dans mes entrailles.

Moi qui, malgré la guerre, la souffrance et les épreuves, ait vu poindre en moi la lueur d'espoir dont je rêvais depuis des années ; moi qui ait imaginé de petits vêtements de couleur rose et bleue ; qui ait rêvé d'une poussette que je promènerais ; d'un enfant qui rirait et m'appellerait du plus beau des noms ; moi qui ait attendu dix ans ce mot ; qui ait prié et me suis endormie en pleurs implorant le ciel, et dont l'imploration et l'attente ont enfin été exaucées.

Moi dont l'enfant est mort de tristesse avant de naître ; moi qui ne connaîtrait plus jamais la maternité.

(Remarque : toute ressemblance avec les personnages décrits dans ces courts récits et les faits qui se sont réellement produits n'est ni fortuite, ni accidentelle).

\* Chef du service « Société » du quotidien « Al-Arabi al-Jadid »



# La couverture média au Liban de la question des réfugiés syriens

## Vers une approche professionnelle et éthique

Mahmoud Tarabay\*

La crise syrienne a eu d'énormes répercussions sur la réalité libanaise au niveau social, économique, humanitaire et pédagogique. Le Liban a été en fait le pays de la région le plus touché par la crise syrienne, notamment avec les vagues d'exode vers le Liban dont la fréquence a été liée à la situation sur le terrain en Syrie.

Face à cette nouvelle réalité et dès le début de la crise, les problèmes de la vie quotidienne en relation avec les réfugiés syriens se sont imposés à l'agenda de l'ensemble des médias libanais que ce soit la presse écrite, les médias audiovisuels ou encore les sites d'informations électroniques. La couverture de ces sujets constituait une partie du travail quotidien des journalistes des différentes entreprises. Elle était diversifiée et englobait l'information au jour le jour, les enquêtes et les analyses qui allaient au-delà de l'information, ce qui a poussé ces médias à suivre de près tous les détails des répercussions d'autant qu'elles faisaient désormais partie de la vie quotidienne au Liban.

Cela nous pousse à nous poser des questions concernant la couverture médiatique au Liban de la question des réfugiés syriens. Nous commencerons par les mécanismes de cette couverture. Nous aborderons par la suite la question de l'éthique dans ce cadre précis et finirons par quelques constatations d'ordre général.

### Observations concernant la couverture

Les chercheurs dans le domaine de la presse et de l'information définissent la couverture médiatique comme étant une opération visant à obtenir des informations et des détails en relation avec un événement particulier, à identifier ses circonstances, son emplacement, les noms des personnes impliquées, comment et quand il s'est produit, ainsi que d'autres indications qui rendent l'information publiable.

Si la question des réfugiés syriens au Liban (depuis le début de la guerre en Syrie, le pays a connu des vagues successives d'exode) est l'événement qui nécessite des informations et des détails, la couverture de cette question a constitué au cours des dernières années le pain quotidien des médias libanais, arabes et étrangers. Au niveau des médias locaux, la question des réfugiés syriens a souvent prévalu sur d'autres sujets intérieurs, en raison de l'impact sur la scène libanaise de la présence d'un si grand nombre de déplacés, au regard du nombre de Libanais et dont le taux a largement dépassé les normes reconnues dans le monde, selon les organisations internationales.

Dans un rapport publié dans le cadre du projet pour la consolidation de la paix au Liban du Programme des Nations Unies pour le développement (Pnud) et qui comporte une étude menée par Maharat en 2015 sur l'« Observation de la xénophobie dans les médias libanais : représentation du Syrien et du Palestinien dans la couverture médiatique », il est apparu que le dossier de l'exode syrien est prédominant dans la couverture médiatique. Il a ainsi constitué 75 % de la couverture dans les journaux libanais durant la période d'observation et d'analyse (du 5 au 25 février 2015), en raison des échéances sociales, sécuritaires et politiques que pose l'immigration syrienne. Bien que le dossier des réfugiés a continué d'occuper le devant de la scène dans les médias à une fréquence quotidienne, on constate également que le volume et la qualité de la couverture médiatique de la question des réfugiés syriens au Liban était tributaire de facteurs liés au cycle du travail journalistique quotidien et à la fréquence de diverses informations. La couverture médiatique était axée sur les points suivants :

– Le climat et les conditions atmosphériques

et leurs impacts sur les réfugiés. Les journaux et les chaînes télévisées ont ainsi publié et diffusé des reportages sur la situation des Syriens dans les camps de la Békaa lors des tempêtes de neige et sur leur incapacité à se procurer un logement ou à se réchauffer.

– La situation sanitaire des réfugiés syriens, que ce soit au niveau de la propagation des maladies ou de la difficulté de se procurer un traitement.

– Les conditions de vie des réfugiés notamment avec le recul des aides des organisations internationales et des pays donateurs.

– La situation pédagogique des enfants des réfugiés et son impact sur l'enseignement public au Liban.

– Les visites d'inspection des représentants des organismes internationaux au Liban et la rencontre avec les responsables et les ministres concernés par le dossier de l'immigration syrienne.

– Les visites d'inspection des responsables étrangers dans les camps de réfugiés dans la Békaa ou dans des écoles publiques à Bourj Hammoud et ailleurs pour s'informer de près de la situation des réfugiés.

– Les conférences de soutien aux réfugiés syriens au Liban et dans les pays voisins accueillant des déplacés, qui se sont tenues à Beyrouth, au Koweït et dans d'autres pays. Si nous essayons de passer du général au particulier, nous remarquons que la couverture par les médias libanais était soit préliminaire, axée sur la collecte des détails et des informations, ou sous forme de reportages réalisés après la survenue de l'événement, ou sous forme de suivi des événements et des nouveaux développements. Cela paraît dans les matières publiées ou diffusées. En fait, les journaux libanais ont consacré des pages entières pour écrire sur la question des réfugiés syriens, et les bulletins des différentes chaînes locales de télévision se sont étalés sur la question à travers des reportages réalisés par leurs correspondants dans les différentes régions libanaises. En ce qui concerne le contenu, il était dans sa majorité basé sur une couverture neutre, dans le cadre de laquelle seuls les faits étaient exposés, ou explicative, avec des informations supplémentaires sur le fait du jour. Souvent, la couverture était partielle, dans le sens où l'accent était mis sur un côté déterminé de l'information, d'autres faits étant occultés, exagérés ou dénaturés.

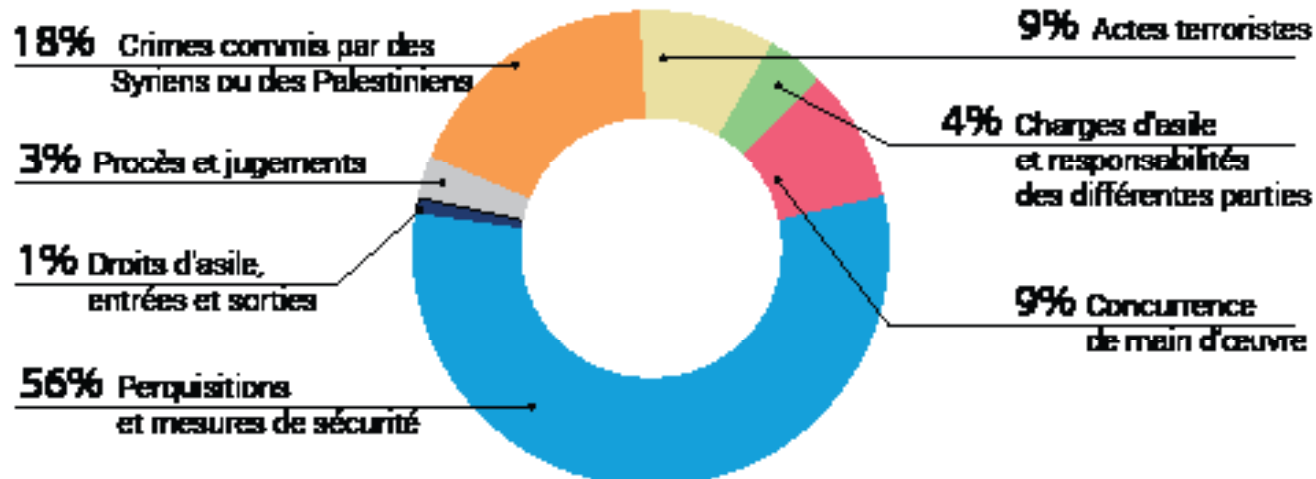
Selon le rapport susmentionné, le ton de l'information tel qu'il apparaît dans la presse libanaise pendant la période d'observation a varié entre un langage neutre (49 %), suivi par une approche négative (27 %) lors de la couverture des événements en relation avec des informations sécuritaires, comme les perquisitions, les mesures de sécurité et les crimes commis par des ressortissants syriens. Le ton positif a constitué 24 % de la couverture médiatique. Les sujets portaient sur l'acheminement de l'aide aux réfugiés syriens, les initiatives pour assurer des logements et des écoles pour les enfants des déplacés, comme sur les catastrophes et les accidents dont sont victimes les réfugiés qui vivent dans des conditions difficiles.

### L'éthique dans la couverture médiatique

La troisième partie du rapport « Observation de la xénophobie dans les médias libanais : représentation du Syrien et du Palestinien dans la couverture médiatique » a mis l'accent sur la question

### Les principaux sujets de la couverture média des questions palestinienne et syrienne dans une approche négative

Échantillon de 72 articles  
Charte N° 8



des médias libanais et la xénophobie. Un grand échantillon d'informations publiées dans les journaux et sur les sites électroniques ou diffusé dans les radios et sur les télévisions a été ainsi analysé. Le rapport a relevé plusieurs points à connotation xénophobe, comme le fait d'utiliser les sentiments d'inquiétude et de peur de l'autre, comme quoi les réfugiés syriens constituent une menace pour l'identité nationale, un fardeau pour l'État, une explication de la hausse du taux de criminalité et de l'accroissement des sentiments haineux et des propos ségrégationnistes, comme le recours à une rhétorique guerrière, telle que l'expression « bombe à retardement ».

La question de la discrimination dans les médias libanais vis-à-vis des réfugiés syriens nous ramène à ce qui a été mentionné dans la Charte d'honneur pour consolider la paix civile (élaborée par le

projet « La consolidation de la paix au Liban » du Pnud en 2013) et sur laquelle on peut se baser pour traiter le problème de la déontologie dans la couverture médiatique de la question des réfugiés syriens au Liban.

Dans ce cadre, il est nécessaire de s'attarder sur plusieurs points, notamment :

- Les médias libanais ont rejeté les principes de la discrimination dans le traitement des sujets portant sur les réfugiés syriens et le refus de porter atteinte directement ou indirectement à la dignité des gens.

- Ils ont veillé à traiter avec professionnalisme et responsabilité sociale la question relative aux discours haineux.

- Ils ont fait preuve de précision et d'objectivité dans la rédaction, la réalisation et la diffusion des informations, des documents, des images et des photographies en relation avec les réfugiés syriens.

- les médias libanais ont enfin veillé à éviter les erreurs ou à recourir à des propos diffamatoires et discriminatoires en ce qui concerne la question des réfugiés syriens.

#### Quelques constatations

Partant de ce qui a été élaboré, il est nécessaire de s'attarder sur quelques constatations concernant la couverture médiatique portant sur les réfugiés syriens au Liban.

Sur le plan professionnel, elle a été globale, les différentes facettes du problème ayant été traitées. Dans ce cadre, le suivi sur le terrain était clair, notamment à travers le travail des correspondants et des reporters, qui ont relayé ce qui se passait de manière exhaustive. Le ton neutre et positif a primé lors des couvertures médiatiques, bien qu'une approche négative était observée dans certains médias. La couverture journalistique était axée dans la majorité

des cas sur l'aspect humain, en mettant l'accent sur la souffrance des réfugiés syriens et la contribution des médias en vue d'acheminer l'aide en relayant cette souffrance.

Sur le plan déontologique, la couverture de la question des réfugiés syriens était en général basée sur des critères professionnels et éthiques. Mais selon les résultats du rapport susmentionné, elle a pris une tournure xénophobe. Cela impose que les médias abordent le sujet selon certains critères mentionnés dans la Charte d'honneur pour la consolidation de la paix civile.

Enfin, face à une crise de cette envergure, les médias libanais ont, dans la majorité des cas, travaillé avec une éthique et un professionnalisme dans des circonstances reconnues comme étant difficiles.

\* Docteur et professeur libanais en information

## Les réfugiés syriens aux yeux des médias

Maytham Kassir\*

Elle s'appelle Reem et elle a dix ans. Elle vit dans un camp sauvage de la Bekaa-ouest. Elle se souvient bien de la Syrie. Audacieuse, elle rêve de devenir journaliste. Reem attend que le reporter lui pose des questions, pour lui dire qu'elle déteste tout ici, elle déteste vivre dans des tentes, passer les fêtes loin de son pays. Elle est consciente des efforts que font ses parents pour lui donner un peu de joie. Ils n'ont en effet pas d'argent, ils sont confinés dans ce camp : si son père en sort, il ne pourra plus rentrer parce que ses papiers ne sont pas en règle. Et si sa mère quitte le camp, elle ne pourra probablement pas lui acheter des cadeaux parce que ceux-ci coûtent trop chers ou parce qu'elle pourrait être harcelée en route. De plus, les Syriens ne sont pas autorisés à circuler passé une certaine heure. Reem, du haut de ses dix ans, est bien consciente de tout cela. Elle sait qu'on essaie de lui communiquer un peu de bonheur, malgré tout. Mais elle ne veut rien de tout cela, elle veut rentrer en Syrie.

Elle dit tout cela puis elle s'empare du micro, posant à son amie la même question qui lui a été posée : es-tu heureuse aujourd'hui ? Son amie hésite à répondre. Reem lui lance alors : Tes paroles à toi ne seront pas retransmises à la télé, dis-moi ce que tu as sur le cœur.

\*\*\*

**Les Syriens sont le centre d'intérêt des médias depuis qu'ils ont commencé à affluer au Liban, fuyant la mort qui les menace dans leur pays du fait de la violence qui n'a fait que s'intensifier. Les sujets n'ont pas manqué : le débat autour de leur statut de déplacés ou de réfugiés, les recensements et les besoins, les moyens de les assimiler au sein de la société, les mesures de contrôle de leur affluence, les limites imposées à leurs déplacements, les images dont on les a affublés, les allégations concernant leur influence négative sur les sociétés qui les ont accueillis, et jusqu'au rapprochement entre leur présence et les petits et grands problèmes dont souffre le Liban.**

Les médias ont tantôt contribué à mettre en relief et consacrer ces sujets, tantôt à les esquiver ou les combattre. Ces contradictions ont instauré une relation très compliquée entre les réfugiés et les



© Anwar Amro

**médias de manière générale. Bien que la crise ait trop duré, les réfugiés syriens ne se sont toujours pas habitués à la présence de ces individus parmi eux. En effet, au cours de cette étape momentanée, leur vie privée est étalée au grand jour par ceux qui cherchent des scoops par-ci et par-là.**

\*\*\*

Il s'appelle Alaa et il est vendeur de roses. Il a fui Alep avec sa famille. Son père ne peut travailler, faute de quoi il perdrait son droit aux aides déjà maigres puisqu'elles s'amenuisent peu à peu. Chaque jour, le garçon doit rentrer avec une somme d'au moins soixante dollars, s'il ne veut pas se faire gronder. Alaa refuse toutefois qu'on dise du mal de son père. Il l'aime, et il comprend qu'il l'oblige à travailler. Il se souvient qu'il y a quatre ans seulement, ce père, illettré, insistait auprès de sa mère pour qu'elle s'assure qu'il avait fait ses devoirs avant de dormir. Mais aujourd'hui, ils n'ont plus de maison, les loyers étant très chers à Beyrouth. Le retour en Syrie n'est pas envisageable dans un avenir proche. Voilà pourquoi le travail de Alaa est provisoire, comme l'est le séjour au Liban.

Lors d'une pause sur la corniche de Raouché, le petit garçon contemple les scooters de mer qui traversent le tunnel sous la Grotte aux pigeons. Il se tourne vers moi et me demande : combien de roses est-ce que je dois vendre pour acheter un scooter comme celui-là ?

\*\*\*

Ils avaient d'abord cru que nous, les journalistes, pourrions alléger leurs souffrances qui augmentaient d'année en année. En même temps, ils craignaient tout contact avec nous, qui que nous soyons. Pour toutes ces raisons, la confiance est la clé pour briser la glace. Et le Syrien réfléchit à deux fois avant de décider si la personne en face de lui mérite qu'il lui livre cette clé aussi rapidement. De nombreuses questions lui viennent à l'esprit : pourquoi je vous raconterais ma vie ? Avez-vous la possibilité de trouver une solution à mes problèmes ? Qu'advient-il de moi quand vous aurez publié votre sujet ? Comment puis-je m'assurer

**que les paroles que vous avez prononcées pour me rassurer sont sincères ? Comment utiliserez-vous mon histoire après cela ? Est-ce que je regretterai de vous avoir parlé ? Allez-vous demander de mes nouvelles après que je vous aurai livré mon histoire ?**

\*\*\*

Son mari a été arrêté durant leur fuite dans le rif de Homs. Elle était alors enceinte de leur cinquième enfant, un bébé qui naîtra par la suite au Liban. Elle peine à l'éducation de ses quatre frères et sœurs. Ils vivent tous sous terre, dans un complexe abandonné, au Liban-sud. C'est comme s'ils étaient effectivement enterrés. Les agences chargées des secours ne leur ont pas rendu visite une seule fois en deux ans. Quand vous lui demandez ce dont sa famille souffre le plus, la mère vous répond que ses enfants ont besoin de soins. Les médecins ici nous exploitent, dit-elle, ils inscrivent nos noms sur les listes des organisations internationales sans même nous donner les médicaments qui nous reviennent. Et ils croient que nous ignorons ce qu'ils font. Ils comptent transformer notre vie en enfer. Nous ne voyons pas le soleil, nous n'avons pas d'eau potable ni de nourriture en quantité suffisante. Je jure que la mort sous les bombes est plus supportable que ce que nous vivons ici. Elle se tait soudain, avant de reprendre : Je vous en prie ne montrez pas mon visage. Je n'ai peur de personne, mais j'ai peur pour mes enfants.

\*\*\*

**C'est au terme de nombreuses expériences que les Syriens ont fini par sentir que ces créatures qu'on appelle journalistes ne traitent pas avec eux comme des êtres humains. Avec le temps, ils préférèrent souffrir en silence plutôt que de nous montrer ce qu'ils ressentent. Ils sont désormais convaincus que nous n'avons le pouvoir ni d'alléger leur souffrance ni d'avoir un impact sur leurs conditions de vie. Malgré l'espoir d'une légère amélioration dans la situation d'un nombre restreint de Syriens, j'ai bien peur, quand je les interroge, que leur scepticisme ne soit justifié. Souvent, leur voix ne trouve en effet pas d'écho.**

\* Journaliste libanais

# Citoyens et réfugiés unis dans une même tragédie

## Les enfants handicapés vivent dans un milieu qui ne respecte pas leurs besoins

Imadeddine Raëf\*

**Yasmine a treize ans. Elle vit dans une tente avec neuf membres de sa famille. Elle et les siens sont des réfugiés syriens non enregistrés sur les listes du Haut comité de secours (HCR), relevant de l'Onu. Ce qui les prive à la fois des aides attribuées à ceux qui sont sur les listes officielles et du statut de réfugié. La faim est le neuvième habitant de cette tente, dans le camp de Younine dans la Békaa. Au point que la sœur de Yasmine souffre désormais de malnutrition.**

**Yasmine, elle, souffre d'une déformation de la colonne vertébrale qui rend ses mouvements difficiles et douloureux. Malgré ce handicap, elle parvenait à se lever pour accomplir les tâches ménagères qui lui étaient demandées. Mais les mauvais traitements que lui inflige sa marâtre, ainsi que les violences verbales dont elle est victime, en plus du refus de son père de la laisser sortir pour des « motifs sociaux », la poussent à s'isoler dans un coin de la tente et y rester prostrée sans essayer de bouger.**

Au cours d'une des visites dans ce camp, une assistante sociale a rencontré Yasmine. Cette responsable travaillait dans le cadre d'un programme exécuté par la Fédération des handicapés libanais dans la Békaa, et destiné à permettre aux handicapés syriens de composer avec la crise. La fillette a été envoyée à une instance internationale qui gère des programmes d'aide pour les handicapés, qui lui a fourni un appareil médical destiné à redresser sa colonne vertébrale. Mais cet appareil a provoqué chez elle de plus fortes douleurs dans le dos. Il est apparu par la suite qu'il était inadéquat. Yasmine a donc été envoyée auprès d'un physiothérapeute. Après plusieurs séances de physiothérapie, une légère amélioration a été enregistrée. Mais les spécialistes ont affirmé que la fillette avait besoin d'une intervention chirurgicale urgente faute de quoi elle était menacée de paralysie des membres inférieurs. Si cela devait arriver, Yasmine pourrait-elle se déplacer sur fauteuil roulant à l'intérieur du camp ? La famille pourrait-elle changer son lieu de séjour ? Et même si la famille parvenait à se doter d'un appartement comme c'est le cas de certains réfugiés, l'environnement et l'infrastructure en place sont-ils favorables à un enfant doté d'un handicap ?

### Des chiffres et des besoins

Yasmine est un cas parmi 306 autres recensés par la Fédération des handicapés libanais qui intervient dans 284 situations similaires. Il faut aussi préciser qu'il est de plus en plus urgent de créer un vaste espace pour les réfugiés sachant que jusqu'à présent, ceux-ci ne font pas encore l'objet d'un recensement scientifique. Les chiffres disponibles auprès du HCR pour la région de Baalbeck-Hermel et de la Békaa en général font état de l'existence de 9 342 handicapés avec en gros les invalidités suivantes : 1 362 sont malvoyants (503 de sexe féminin et 859 de sexe masculin), 1 892 ont des handicaps moteurs (621 de sexe féminin et 1 271 de sexe masculin), 816 sont handicapés mentaux (346 de sexe féminin et 470 de sexe masculin), 1 602 sont sourds muets (640 de sexe féminin et 962 de sexe masculin) et enfin 3 670 handicapés divers,

dont 1 257 de sexe féminin et 2 413 de sexe masculin. Autrement dit dans 40 % des cas de handicapés détenteurs d'une carte du HCR, le handicap n'est pas précisé, soit parce que le formulaire ne prévoit pas cela, soit parce que les classifications locales ne sont pas conformes aux classifications internationales, au sujet notamment des droits des handicapés.

Pour cette raison, il n'y a d'autres moyens d'atteindre les enfants handicapés dans les camps de réfugiés que de se rendre sur place. Cette démarche a été rendue nécessaire pour pouvoir par la suite déterminer leurs besoins. Selon la recherche sur le terrain, il est apparu que la plupart des petits réfugiés et handicapés sont situés à Baalbeck et dans ses environs, à Bar Elias, Majdel Anjar et Marj (environ 90 %). Il y en a aussi, mais en proportion plus réduite, dans les localités de Ali Nahri, Brital, Gaza, Jeb Jenine, Hermel, laa, Chemstar, Taalabaya, Taanayel et Temnine. Il est clair que l'infrastructure dans ces localités (comme d'ailleurs dans tout le Liban) ne prévoit pas des facilités particulières pour les handicapés même à un niveau élémentaire, comme le prévoient les dispositions de la loi 220-2000, dans son alinéa 4, ou encore conformément aux dispositions de la Convention internationale sur les droits des handicapés. Il faut rappeler que le Parlement libanais n'a pas encore ratifié cette convention ni le protocole qui lui est associé bien qu'ils aient été adoptés il y a neuf ans.

Selon la coordinatrice du programme d'aide aux handicapés dans le cadre de la crise syrienne, Samar Toufayli, si dans les localités et les lieux publics libanais la situation est aussi désastreuse pour les handicapés, comment pourrait-elle être meilleure dans les camps de réfugiés, où l'infrastructure est quasiment nulle pour les gens sans handicap ? Les réfugiés invalides se trouvent donc dans une situation au départ déplorable, où les besoins des citoyens, handicapés ou non, ne sont pas pris en considération. Les accords sur les besoins des citoyens y sont déjà appliqués de façon arbitraire, notamment sur le plan des soins médicaux et de l'hospitalisation, alors qu'il est très

difficile d'obtenir des allocations ou des indemnités pour les visites médicales. De même, les principales dispositions de la loi 220-2000, qui concernent l'intégration dans le système éducatif et sur le plan des activités sportives ou de divertissement ne sont pas appliquées depuis 16 ans, date de l'adoption de la loi par le Parlement.

### Otages du lieu

Les chiffres montrent que 161 enfants handicapés ont bénéficié d'une aide dans la Békaa du nord et du centre (89 % d'entre eux ont moins de 15 ans et 37 % sont de sexe féminin). Les chiffres montrent aussi que 57 % du total des handicapés recensés dans ces régions sont des enfants et ont des infirmités diverses : sourds-muets, malvoyants, handicaps moteurs ou handicaps mentaux. Dix-neuf pour cent d'entre eux ont même plusieurs handicaps. Quelque 75 % de ces enfants handicapés vivent dans des camps de réfugiés et les autres sont logés dans des appartements ou des immeubles désaffectés, dépourvus des conditions élémentaires d'hygiène et de survie. Ces petits handicapés sont donc les otages de lieux qui ne respectent pas leurs besoins.

De plus, si l'enfant handicapé a des besoins spéciaux, il ne peut pas être isolé des autres enfants qu'ils soient réfugiés ou non. Le programme œuvre donc à combattre un tel isolement en dépit des difficultés que cela comporte. Selon Samar Toufayli, un plan d'urgence a été adopté avec une section pour les traitements de réhabilitation, dont la physiothérapie, les examens médicaux et l'orthophonie. Ce plan touche les enfants handicapés syriens, libanais, palestiniens et irakiens (quatre fois plus que les seuls enfants handicapés syriens). Des informations précises sur les besoins des handicapés ont été recueillies sur le terrain et à travers la synthèse des recensements effectués par les ONG et les différentes parties actives sur le terrain. Des contrats ont été conclus avec des spécialistes et des formations ont été données à des équipes sur le terrain pour assurer le suivi et donner des aides basiques. De plus, des cliniques ambulantes

ont été aménagées pour prendre soin des enfants réfugiés handicapés, au point que le programme d'aide mis en place ne couvre plus seulement l'aide d'urgence ou les soins médicaux, mais englobe aussi des programmes éducatifs et de divertissements. Pour exécuter ce programme, il a fallu assurer des formations spécialisées à ceux qui travaillent dans les associations et les organisations de secours actives dans la Békaa afin de les familiariser avec l'aide qu'il faut donner aux handicapés. Tous les programmes disponibles ont été dynamisés pour couvrir tous les aspects qu'il s'agisse de l'aide médicale, physique et même judiciaire (277 personnes sont ainsi suivies pour s'assurer qu'elles bénéficient de l'aide requise).

Le département de l'aide psychologique a de son côté organisé des activités sociales et des programmes de soutien moral aux réfugiés et aux habitants locaux qui en ont besoin, en plus des activités de divertissement pour les enfants réfugiés ou non, afin de favoriser l'intégration. L'organisation de ces activités a été précédée de sessions de formation aux équipes de volontaires chargées de les appliquer. Les sessions ont accordé une attention particulière à l'aide fournie aux enfants et aux adolescents, notamment sur le plan de leur protection dans les situations d'urgence. Le plan général a insisté sur la nécessité de suivre le développement des enfants, d'assurer une communication avec eux et de leur apporter, ainsi qu'à leurs familles, le soutien psychologique nécessaire pour les protéger de toutes les formes de violence. Avant de mettre au point un plan de travail, une étude précise des conditions physiques émotionnelles, sociales et morales des personnes concernées a été établie. Ses résultats ont été examinés soigneusement et évalués par les spécialistes pour que le plan d'action réponde aux besoins.

La première difficulté dans l'exécution du programme est le regard que porte la société traditionnelle sur l'enfant handicapé. Il s'agit notamment de la volonté de certaines familles de cacher un enfant handicapé, surtout s'il s'agit d'une fille. Ce qui place celle-ci face à une double discrimination, d'abord en tant



que fille puis en tant qu'handicapée. Cette double discrimination peut aggraver son état psychologique et son comportement. Dans ce contexte, le fait d'être réfugiée va encore augmenter sa situation désastreuse, car en plus de son incapacité à se fondre dans la société et de la volonté de ses parents de la cacher pour que sa situation ne se répercute pas sur les autres enfants, notamment sur ses sœurs si elle en a, il faudra aussi ajouter les entraves engendrées par la vie dans un camp de réfugiés. Cette double discrimination n'est pas seulement courante dans les milieux des réfugiés. Elle l'est aussi dans certains milieux libanais, indépendamment de la situation sociale des familles. Si dans les milieux aisés, les conditions de vie d'une fille handicapée sont aussi difficiles, imaginons un peu ce qu'elles doivent être pour une fille réfugiée handicapée (les chiffres parlent de 37 % de filles handicapées qui subissent une double discrimination).

### Un cri dans le désert

En dépit du fait que le Liban n'a pas signé la Convention internationale sur les droits des handicapés, qui permettrait aux ONG spécialisées d'exercer un droit de surveillance sur son application, ces organisations ont utilisé tous les moyens disponibles pour faire entendre leur voix. Elles ont rédigé un rapport dit « de l'ombre » qui a été remis au Haut commissariat pour les droits de l'homme. Cette démarche est destinée à pousser l'instance internationale à exercer régulièrement des pressions sur le Liban afin qu'il respecte les droits des personnes handicapées. De même, les ONG ont pris l'habitude de présenter « un rapport global régulier » qui accompagne le rapport officiel libanais remis à l'organisation internationale basée à Genève. C'est ce qui s'est passé en novembre dernier.

Ce rapport parallèle a été rédigé par les associations de « l'alliance libanaise pour le handicap » et du « forum libanais du handicap ». Il a été présenté par la Fédération des handicapés libanais qui en a constitué le bras exécutif. Dans ce rapport, il a été question des droits des réfugiés syriens handicapés et les associations ont réclamé que ces derniers puissent bénéficier des dispositions de la loi 220-2000 et de celles des conventions internationales.

Les recommandations figurant dans ce rapport ont été rendues publiques au Liban en décembre 2015, à la demande du « réseau des ONG arabes ». Elles affirment notamment que le formulaire du HCR n'est pas précis et ne prévoit pas une place pour la nature du handicap et son degré d'intensité. De même que le document se base essentiellement sur les affirmations des proches du handicapé et non sur celles d'un personnel spécialisé. Il affirme aussi que l'enfant handicapé est privé des programmes éducatifs de rechange, dans un désordre éducatif officiel et contractuel, faute de structures et de programmes adéquats, sans parler de l'absence d'un personnel éducatif spécialisé.

Selon le rapport, les budgets qui couvrent les frais médicaux et hospitaliers ont été réduits, surtout concernant les maladies chroniques, alors qu'ils sont inexistantes pour les soins spécialisés aux handicapés. Sur le plan du travail, les réfugiés sont privés de ce droit. Ils doivent donc se

contenter des aides fournies par les parties donatrices. Si c'est le cas des réfugiés « normaux » que dire de la situation des handicapés qui vivent dans des camps dépourvus d'un minimum d'infrastructure adéquate ?

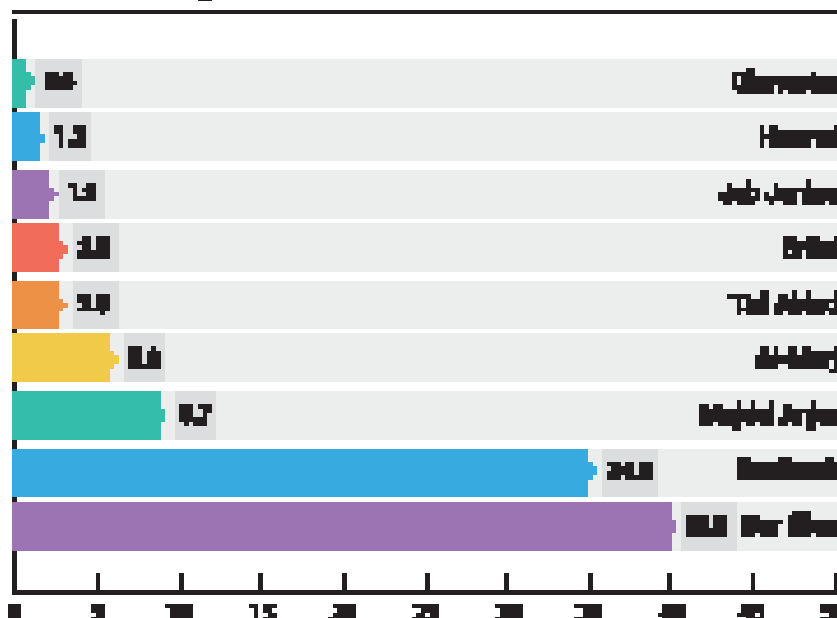
Les ONG spécialisées ont ainsi réclamé la détermination de la nature du handicap et son degré dans les formulaires officiels qui devraient être unifiés et prévoir aussi la nature des soins spécialisés nécessaires pour chaque type de handicap. Les ONG ont aussi exigé que les enfants réfugiés handicapés puissent bénéficier de programmes éducatifs adaptés dans toutes les étapes de leur vie scolaire. Mais surtout, il faut que la situation de ces petits handicapés soit considérée comme prioritaire. Ils devraient ainsi avoir le droit de suivre les traitements adéquats dans les centres médicaux qui ont des accords avec le HCR. De même, il faut aussi prévoir des programmes de réhabilitation pour les handicapés nouveaux, dont l'infirmité a été causée par la guerre, et surtout envisager l'infrastructure nécessaire qui leur permettra de se rendre aux centres de soins à l'instar des réfugiés non handicapés.

Les ONG et les associations libanaises attendent le mois de mars, date de la 24ème session du Conseil des droits de l'homme de l'Onu. Elles demandent à l'État d'adopter les 219 recommandations qui figurent dans leur rapport global parallèle. Elles estiment en effet que ces recommandations sont élémentaires. Mais le temps passe et le gouvernement libanais ignore ce dossier, exactement comme l'avaient fait avant lui les gouvernements qui se sont succédé depuis la signature de l'accord de Taëf. Ces gouvernements n'avaient jamais accordé la priorité à l'application des lois concernant les droits des catégories fragilisées ni à l'adoption des conventions internationales sur ces mêmes sujets. C'est pourquoi, jusqu'à présent, les efforts des associations qui s'occupent des droits des couches fragiles de la population restent tel un cri dans le désert.

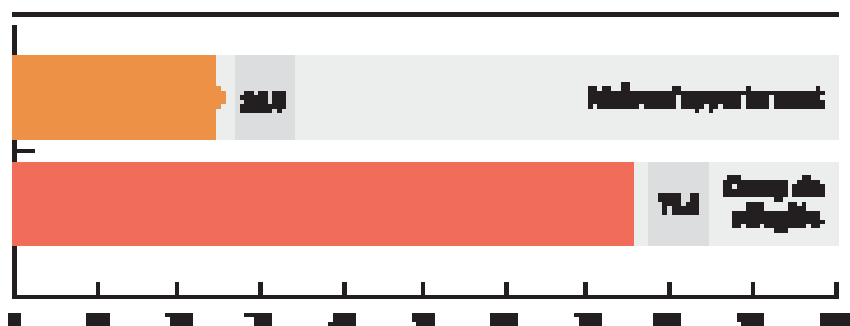
Il reste à signaler le fait que les appels à un traitement identique pour les citoyens et les réfugiés se heurtent à la méfiance d'un environnement peu favorable et à une logique juridique hostile à une telle égalisation. Même chose au sujet de la mise sur pied d'égalité de l'enfant et de l'enfant handicapé, ce dernier étant perçu comme un être inférieur qui par conséquent, ne peut pas participer pleinement à la vie publique. C'est donc à la société d'éliminer les obstacles qui entravent son intégration. Il faut encore ajouter que l'enfant réfugié handicapé fait partie des catégories les plus marginalisées au sein de la société, au même titre que les femmes réfugiées ou encore les réfugiés âgés. Les programmes destinés à aider ces couches défavorisées exigent beaucoup de moyens pour continuer à exister et fournir des aides réelles, sachant que les efforts déployés sont imbriqués les uns dans les autres. Pour conclure, il faut rappeler que le souhait ultime est que la cinquième année ne s'achève pas alors que les réfugiés syriens sont encore hors de chez eux...

\* Ecrivain, journaliste et chercheur libanais dans les questions des droits de l'homme au Liban et dans le monde arabe

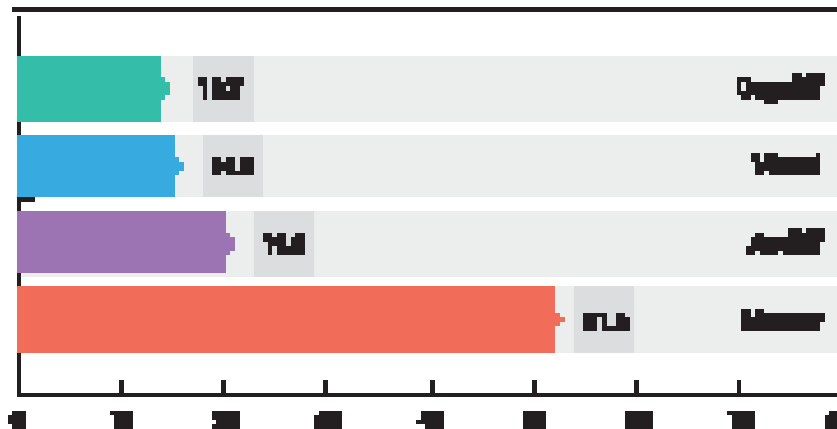
### Répartition des enfants handicapés réfugiés selon le type de handicap dans le Liban



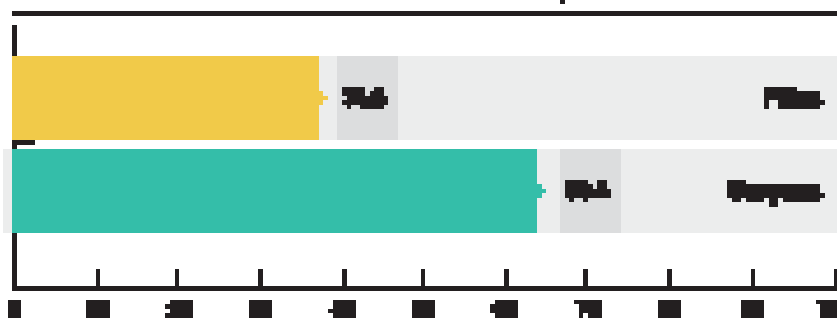
### Répartition des enfants handicapés réfugiés selon le lieu d'habitat



### Répartition des enfants handicapés réfugiés selon le niveau du handicap



### Répartition des enfants handicapés réfugiés par genre



Source : rapports du "Programme d'adaptation des personnes à besoins spéciaux au traitement de la crise syrienne"

Dessin de Nisrine Sarkis

## Journées de la misère syrienne

Badia Fahs\*

**Les habitants de la Békaa ne donnent pas aux Syriens dans les camps l'appellation de réfugiés : les Syriens dans la Békaa sont des migrants, en d'autres termes des déplacés d'un endroit à l'autre, dans les limites de leur pays. La plupart de ces migrants, avant le début de la crise, considéraient la visite de la Békaa comme une promenade quotidienne, tout comme l'était le séjour en Syrie pour les habitants de la Békaa.**

**Les camps syriens dans la Békaa sont antérieurs à la crise. Les ouvriers de la plaine y ont vécu depuis que les Libanais ont commencé à dédaigner le travail de la terre, et qu'ils ont trouvé dans la pauvreté des Syriens un substitut.**

**Après le début de la crise, les camps se sont élargis dans la Békaa, et le nombre de réfugiés a dépassé celui des habitants. Les tentes qui ont poussé dans tous ses recoins rivalisent presque avec les saisons agricoles.**

Dans l'un des camps de Bar Élias, le propriétaire du terrain a troqué la culture de pommes de terre contre celle des tentes. Les allocations qu'il touche des Nations unies sont fixes, garanties, sans risque de pertes. La saison de l'exil est prospère. Chaque tente est louée pour cent dollars américains : à chaque fois qu'une tente est dressée près d'une autre, similaire, le propriétaire se réjouit que la crise s'inscrive dans la durée.

Même l'exil est soumis à la distinction de classes. Il y a en effet des camps de misère et des camps qu'on dit « classe », comme ceux où l'on a conduit Angelina Jolie, explique une réfugiée vivant dans la misère. Elle ajoute : « Je vous assure que ce n'est pas par sentiment d'envie que je le dis, mais eux ont des chambres, pas des tentes. Des chambres en dur avec des murs, un toit et des portes. Des salles de bain correctes, aussi, et une école pour les enfants. »

Dans les camps de Bar Elias, les tentes sont de véritables courants d'air en hiver, elles s'abattent sur la tête de leurs occupants quand la neige tombe avec trop d'intensité. En été, elles concentrent la chaleur du soleil. Et les délégations de solidarité ne leur rendent pas visite.

\*\*\*



Quand Oum Awad est arrivée dans la Békaa avec sa famille et ses voisins de quartier, les « aides » les attendaient. Une tente a été dressée pour chaque famille. Au bord du terrain où ils ont élu domicile se trouve une sorte de petite chambre en béton, qui semble avoir servi de débarras pour les outils. Tout le monde a convenu qu'il fallait y loger Oum Awad, en raison de son âge et des douleurs qu'exacerbe le froid de la Békaa dans ses os. Mais elle aurait mieux fait de ne pas y aller. Elle raconte avec une pointe d'ironie que cette chambre se transforme, après la tombée de la nuit, en terrain de jeu pour les souris et les rats. Au début, elle a rembourré ses fenêtres avec des lambeaux de tissus et des ustensiles, elle a bouché la porte avec un sommier de lit qu'elle a récupéré dans la décharge d'à côté et enveloppé de draps. Mais rien n'y faisait : avant l'aube, les rongeurs étaient venus à bout de toutes les barricades. Ils se déplaçaient de nouveau en toute liberté dans la chambre, traînant les cuillères et les verres, jouant avec les restes d'aliments. Avec le temps, Oum Awad s'est familiarisée avec ses « invités », et eux se sont habitués à elle tout autant. Elle dort désormais quand les rongeurs s'éveillent, ils sautillent autour d'elle, lui reniflent les pieds et les habits avant de s'éloigner calmement.

\*\*\*



Salama n'est pas qu'une jeune fille. Salama est un pays, un peuple, un sol, une culture, une vie. L'expression « Tant qu'il y a de la vie, il y a de l'espoir », elle l'incarne par son sourire qui ne la quitte pas, par son optimisme qui ne s'explique pas, par cette énergie positive qu'elle propage dans votre esprit, alors même qu'elle vous guide dans les recoins de la vie du camp, une vie qu'elle a disciplinée et réglementée de main de maître et de manière équitable.

Là se trouve le coin de fabrication des « couvertures » avec des restes de pulls en laine anciens et déchirés, qu'elle rassemble et recoud, avant d'en faire des couvertures qu'elle distribue aux plus démunis du camp. Ailleurs, on découvre le coin du pain, avec un poêle, un « saj », et tous les ustensiles pour la pâte. On y trouve des piles de bois, de cartons et de bâtons pour les fourneaux. Le lieu dégage une délicieuse odeur de pain à toute heure de la journée. Le pain est cuit à tour de rôle suivant un programme quotidien distribué aux mères de famille du camp. Ces femmes sont de vrais chefs qui se réveillent tous les matins pour façonner la vie à partir de rien du tout. Un endroit consacré aux chèvres et aux poules et un parc à moutons ornent les bords du camp et confère un certain luxe à la vie qui y règne. Il n'est pas négligeable d'être un sans-abri et d'avoir à sa disposition tous les matins un verre de lait frais et deux œufs pour le petit-déjeuner. C'est comme cela que la tragédie est suspendue pour un moment et que la vie retrouve son goût habituel.

Salama s'indigne des propos d'un ministre libanais qui accuse les réfugiés d'aggraver la crise des déchets. A son intention, elle a cette réponse : « Nous mangeons à peine à notre faim, ceux qui sont affamés ne jettent pas d'ordures. Les ordures constituent parfois leurs repas. »

\*\*\*



Dans ce camp, rien ne me fait davantage souffrir que le froid, dit la jeune fille. Je peux supporter la faim et l'exode, vivre sans école et sans jouets, mais je ne peux pas supporter le froid.

En Syrie, j'aimais la neige. J'y voyais une fête pour les enfants. Je cherchais à la toucher, à jouer sur son manteau blanc. Je ne savais pas qu'elle était si froide, et que sa blancheur noircirait nos vies, rendrait nos lèvres bleues, nos nez rouges, nos cœurs sans pouls. J'avais tort de croire que je l'aimais.

La neige me confère un sentiment d'impuissance, me fait sentir que ma vie inspire de la pitié, que j'ai besoin de beaucoup de manteaux, de pulls et de chaussettes en laine, et de bottes hautes, que mes parents ne peuvent pas me payer actuellement.

Les aides que nous avons portées au camp ce jour-là consistaient en trois caisses de chaussures d'hiver pour les enfants. Le « gendarme » a appelé les enfants du camp et leur a demandé de se diviser en trois rangs. Chaque enfant se tenait debout devant nous, le temps d'enregistrer son nom, son âge et sa pointure, et de se faire remettre une paire de souliers. Cela s'accompagnait parfois d'un baiser, d'un clin d'œil ou d'un sourire. L'enfant chaussait le soulier immédiatement avant de reprendre le chemin de sa tente.

Quand est venu son tour, la petite coquine s'est tenue devant moi, m'a demandé de lui choisir une paire, et a approuvé mon choix. J'ai été marquée par le fait qu'elle n'a pas chaussé les souliers immédiatement, comme les autres l'ont fait, mais les a pris sous ses aisselles avant de s'éloigner. Ayant repris mon travail, je l'ai repérée un peu plus tard, debout dans le troisième rang, s'efforçant de ne pas croiser mon regard. Quand je me suis approchée d'elle, elle a éclaté en sanglots avant même que je ne prononce un mot. Je l'ai pris de côté pour la réprimander. D'une voix entrecoupée de pleurs, elle m'a dit : « Je veux une autre paire, plus grande que celle que j'ai eue pour cet hiver. Qui me garantit que j'en obtiendrai une autre pour l'hiver prochain ? Peut-être ne reviendrez-vous pas une nouvelle fois, peut-être nous oublierez-vous. Le froid ne nous oubliera pas. »

\*\*\*

Ma maison à Hourane, toute modeste qu'elle soit, est la plus belle maison du monde. Elle est composée d'une grande pièce à laquelle sont accolées deux autres, plus étroites, comme deux enfants étreints par leur mère. Un grand salon les entoure de toutes parts : il y règne un sentiment de satisfaction et de contentement, avec le flot discontinu de paroles de mes sœurs, les odeurs des produits agricoles que mon père ramenait chaque soir, les allées et venues de ma mère qui insufflait la vie comme une âme qui intègre le corps d'un nouveau-né.

A chaque fois que j'entre dans ma chambre noire ici, la chaleur des murs et des planchers de ma maison me manque. Me manquent aussi le toucher du bois de ses portes et de ses fenêtres anciennes, les oranges amères qui éclairaient sa sombre cour intérieure comme des étoiles dans un ciel d'été, le clapotis de l'eau dans la petite fontaine au milieu du salon, quand ma mère oubliait le robinet ouvert, et que ma grand-mère traînait des pieds pour le fermer correctement tout en pestant contre les brus négligentes.

Pourquoi j'ai choisi l'exil ? Mon père était un cultivateur de blé. Je ne sais pourquoi son travail n'a jamais fait qu'aggraver notre pauvreté. Il a vu dans la révolution un exutoire à son impuissance et à notre faim. Il a pris part aux manifestations, ma mère ne l'a pas retenu, elle était encore plus enthousiaste que lui. Quelques jours après la première manifestation, les visiteurs de la nuit l'ont emmené devant nos yeux. Ils l'ont ramené quelques jours plus tard dans un sac blanc, son corps était boursoufflé, il n'avait plus ni tête ni extrémités. Nous l'avons enterré sur-le-champ, avant de prendre la route.

Aujourd'hui, je fais le ménage dans les maisons. Une familiarité me lie désormais à ces portes, auxquelles je frappe chaque matin. Peut-être parce que nous sommes tous deux des déracinés, peut-être parce que, comme elles, j'ai perfectionné l'art d'attendre silencieusement sur les paliers. Les maisons que je visite me rendent mélancolique : la chaleur qui s'y répand, les voix des enfants et des parents qui s'entremêlent, surtout au matin, les odeurs de lessive et de cuisine, le tintement des cuillères dans les tasses de thé... me rappellent que je suis une réfugiée et une étrangère.

Cela fait quatre ans que je suis là. Après tout ce temps, je deviens incapable de répondre aux questions sur les causes de mon exil. Je rêve de retourner à mon pays, et je rêve aussi que les autres, ceux qui s'y trouvent actuellement, rentrent dans leur pays. Peut-être que la cause de ma présence ici s'explique par leur présence là-bas. Je souhaite avoir assez d'audace pour critiquer en face ceux qui sont dérangés par mon accent, ou par la couleur de ma peau, et leur dire : si vous rentrez chez vous, nous rentrerons chez nous. »



# Au revoir Beyrouth : la guerre en Syrie vue de l'autre côté du miroir

Sirine Assir\*

**L'histoire se déroule à Beyrouth, durant la période où la révolution en Syrie se transformait dans la douleur en une guerre brutale sur plusieurs fronts, qui finira par tuer plus de 250 000 personnes et forcera la moitié de la population à fuir son habitation. La guerre n'est pas finie, mais cette période est révolue. Le conflit, qui avait déjà pris une tournure régionale, a sans aucun doute pris une envergure mondiale avec le groupe État islamique menant des attaques meurtrières à Paris et en Californie, et la Russie, parrain du régime, rejoignant une multitude de pays qui bombardent différentes régions de la Syrie.**

De nombreuses séances de pourparlers de paix ont jusqu'à présent échoué, mais à l'heure où j'écris ces lignes, un cessez-le-feu sans précédent est entré en vigueur le 27 février et a permis aux manifestants de retourner dans les secteurs contrôlés par l'opposition, soumis pendant des années à des bombardements pour avoir appelé à la chute du régime. Avec des millions de personnes déplacées, des milliers d'habitations et de moyens de subsistance détruits, les Syriens sont au moins en mesure de respirer pour la première fois, pendant que le conflit international qui les tient en otage prend une pause.

Mais remontons le temps pour un instant et parlons d'amour. Oui, vous l'avez bien lu. Cela faisait quelques mois seulement que mon fiancé, Mohammad Ghannam, et moi nous sommes rencontrés lorsque nous avons quitté ensemble Beyrouth, en mars 2015. Je savais que je prenais un risque, mais cela m'avait paru bien. J'étais folle amoureuse de ce journaliste palestino-syrien. Il représentait tout ce dont je rêvais. Il avait les cheveux longs, une jolie étincelle brillait dans ses grands yeux marron. Il avait aussi un merveilleux sens d'humour. C'était un être sensible et il aimait faire la fête.

Pour cela, il n'avait guère d'autres choix que de partir. Il avait été incarcéré pendant plus d'un an en Syrie, endurant plusieurs mois de torture, pour avoir rejoint et documenté les manifestations pacifiques anti-régime. Il a été relâché en juin 2013 et a filé droit vers le Liban où – à l'instar de plus d'un million de Syriens – il pensait qu'il pourrait être en sécurité.

« Tout a bien commencé ». Je n'avais jamais eu la chance de découvrir Beyrouth, bien qu'elle soit tout proche de Damas. J'avais beaucoup entendu parler de cette ville « haute en couleurs, où il y avait de la liberté, de l'art, de la musique et de la bonne nourriture », m'a dit Mohammad dans notre appartement à Paris, en tirant sur son narguilé fabriqué en Syrie, qu'il avait acheté quelques jours avant de quitter Beyrouth.

Il travaillait au New York Times. Ses meilleurs amis ont déménagé de Damas à Beyrouth. Ensemble, ils ont découvert l'un des meilleurs endroits au monde pour faire la fête. Ils se sont adaptés rapidement à leur nouveau chez-soi. Les barrières culturelles étaient peu nombreuses et la ville, qui avait accueilli pendant des décennies vague après vague des exilés politiques, est devenue cette fois-ci une plaque tournante pour les activistes, artistes, musiciens et journalistes syriens.

« Nous avons vécu de beaux jours. J'ai rencontré des gens merveilleux qui m'ont changé et m'ont aidé à devenir la personne que je suis aujourd'hui, a-t-il dit. J'ai pensé que j'allais habiter Beyrouth trois ans au maximum et que le régime allait tomber. J'ai pensé que j'allais rentrer en Syrie plus tôt que tard. »

## « D'une chenille à un papillon »

Mais la situation en Syrie prit une autre tournure, de même qu'au Liban. Un an après son arrivée, Ghannam a reçu l'ordre de partir.

Il n'était pas le seul à vivre une relation fusionnelle de courte durée avec Beyrouth. Cela était aussi arrivé à mon ami Mohammad Nour al-Akraa, un activiste originaire de Homs, devenu journaliste. Il avait seulement 21 ans lorsqu'il avait fui, à l'instar de milliers de ses amis et voisins, le district de Bab Amr qui était retombée aux mains du

régime au début de 2012. Akraa est arrivé au Liban en état de choc, mais il était heureux. Il avait déjà visité le pays en 2008. Parlant au téléphone depuis son nouvel appartement à Berlin, il a confié qu'il avait goûté alors à la liberté pour la première fois de sa vie.

« Je me rappelle encore cette sensation, c'est comme si mes poumons ne suffisaient pas à contenir l'air qui les remplissait », avait-il confié. À Beyrouth, lui aussi avait trouvé comme journaliste. Il s'est fait des amis dans le monde entier. Il s'est transformé d'un petit enfant timide en un jeune citadin sûr de lui-même. Ou comme il le dit, d'une façon plus jolie : « En Syrie, j'étais une chenille. À Beyrouth, je suis devenu un papillon. »

Il a fallu près de trois ans, et beaucoup de hauts et de bas, pour que le gouvernement libanais commence à rendre la vie difficile aux Syriens. Jusque-là c'était officiel : le Liban accueillait le plus fort taux de réfugiés par habitant.

Des centaines de milliers d'entre eux vivaient dans une misère totale, un semblant d'aide leur parvenant dans les camps improvisés un peu partout dans le pays. Les enfants travaillaient dans les champs de pommes de terre moyennant 7 dollars par jour. Ils étaient laissés sans éducation. Les gens vivaient sous des tentes fragiles et supportaient la neige en hiver et la sécheresse en été.

Mais parallèlement à la tragédie, un flux de jeunes étaient venus s'installer à Beyrouth, débordant d'énergie créative et de volonté d'aider. Dans la capitale libanaise, ils faisaient la fête, rencontraient des gens de différents pays du monde et discutaient ouvertement – peut-être pour la première fois – de religion et d'athéisme, de sectarisme et de politique.

Les musiciens syriens ont joué avec les artistes libanais, donnant naissance à une explosion de créativité qui nous a poussés tous à danser un week-end après l'autre. Des couples sont tombés amoureux. Certains se sont mariés au cours de cérémonies nuptiales où les invités entonnaient des chansons et scandaient des slogans révolutionnaires entendus pour la dernière fois à Alep ou à Homs. D'autres se sont séparés, les pressions causées par l'exil étant devenues trop lourdes à supporter. Au cours de l'été 2014, j'ai commencé à entendre davantage de gens répéter qu'ils n'avaient d'autres choix que de partir.

Ghannam et Akraa, acculés au mur, figuraient au nombre de ces personnes. « J'ai essayé de me trouver une maison et de me procurer un permis de travail auprès des autorités, mais ils ont refusé », a dit Ghannam, soulignant qu'on lui a expliqué qu'étant Palestinien, il n'est pas autorisé à exercer le journalisme au Liban.

« J'ai cru que ma vie était finie », a-t-il confié, expliquant que d'autres pays hôtes comme la Turquie, l'Égypte ou la Jordanie lui refuseraient également l'entrée pour la même raison : son ascendance palestinienne.

## Du rêve au cauchemar

Akraa a lui aussi déployé des efforts considérables pour renouveler son permis de séjour, mais en vain. « Beaucoup de personnes ne comprendront pas ce que je vais dire, mais franchement, il était plus dur pour moi de quitter Beyrouth que Homs », a-t-il dit.

Les mois qui ont précédé leur départ, ils ont vécu dans la peur de tomber sur un homme en uniforme. Ils craignaient non seulement l'arrestation, mais aussi le rapatriement forcé. Leur rêve s'est transformé en un cauchemar marqué par des sentiments de rejet et de claustrophobie,

sans aucun doute aggravés par les vieilles blessures des événements dont ils ont témoigné et soufferts en Syrie. La souffrance s'est poursuivie jusqu'à ce qu'ils aient reçu leurs visas – leurs billets pour l'avenir.

C'était le 1er mars 2015 – une date que je n'oublierai jamais – lorsque Ghannam et moi avons pris ensemble l'avion pour Paris. Pour moi, cette nouvelle aventure avec l'amour de ma vie m'a paru comme un extraordinaire cadeau que m'offrait Beyrouth, la ville que j'aime et hais à la fois, dans laquelle mes parents ont grandi et qu'ils ont quittée durant la guerre civile. Quelques mois plus tard, Akraa s'est rendu en Allemagne. Nous sommes restés en contact. Il a dit qu'il était encore tôt de parler de sentiments d'exil. Il a retrouvé d'autres amis syriens qui se sont également rendus en Allemagne. Il rit en disant que « le narguilé à Berlin est moins cher qu'à Beyrouth ».

Mais avançons rapidement vers la fin de l'été 2015, le pic de la crise des migrants. Chaque jour, des milliers de déplacés gagnent les côtes de la Grèce et de l'Italie dans des barques surchargées. La majorité d'entre eux étaient des Syriens, suivis par des Irakiens, des Afghans et des ressortissants d'autres pays embourbés dans la pauvreté et l'insécurité.

L'AFP m'a envoyée dans deux missions que je n'oublierai jamais. D'abord, j'ai passé deux semaines dans l'île grecque de Kos et puis j'ai emprunté la soi-disant route des migrants via les Balkans, sur les pas d'un couple irakien et de leur nourrisson de trois mois, Adam, alors qu'ils se rendaient en Europe de l'Ouest.

Parmi les personnes que j'ai rencontrées au cours de ces deux missions, nombreuses étaient celles qui avaient des histoires similaires à celles de Ghannam et Akraa – bien que ces derniers ont eu la chance de se rendre en Europe en avion.

Beaucoup de réfugiés ont enduré et témoigné d'une violence horrible et d'une persécution, non seulement en Syrie, mais également en Irak et en Afghanistan. Les Syriens, eux, ont fui tous les aspects de la guerre : rebelles, jihadistes, l'armée du régime, les forces kurdes. Ma mère m'avait appris que la guerre est folle. Ses mots n'ont jamais sonné plus vrais, alors que je voyais des familles entières dormir sur la plage dans des tentes fragiles, attendant la permission pour pouvoir poursuivre leur chemin.

En Europe, beaucoup de personnes ont accueilli les migrants, ayant compris instinctivement que s'ils avaient risqué leur vie et franchi frontière après frontière pour arriver ici, c'est qu'ils ont de bonnes raisons de fuir. De nombreuses autres personnes les ont en revanche accueillis froidement, mettant à l'épreuve l'âme du continent.

Malgré les énormes difficultés d'adaptation – encore une fois – à un nouveau pays, Ghannam et Akraa restaient optimistes. Tous deux avaient un bon travail. Ils apprennaient aussi un énorme progrès dans l'apprentissage de la langue.

Quant à moi, je suis très heureuse dans ma nouvelle vie avec mon futur mari à Paris, mais je pense souvent à Beyrouth. Heureusement pour moi, je peux la visiter quand je veux. Beaucoup de Syriens qui ont profondément aimé la ville ne sont plus autorisés à s'y rendre. « Nous avons perdu Beyrouth », dit Akraa, d'une voix tremblante marquée par une nostalgie aigre-douce. « Beyrouth nous a perdus », affirme Ghannam sur un ton de défi.

\* Journaliste libanaise à l'Agence France-Presse à Paris

# Darwiche et el-Rass signent Ard el-Samak

## Revisiter la langue, l'identité et les frontières

Nayla Rached\*

Sur la Toile, dans les recoins de Beyrouth, la colère, la révolte et le besoin de renouveau éclatent à cris de slam, de rap, de musique et de collaboration entre artistes libanais et syriens. L'album Ard el-samak de Darwiche, produit par el-Rass, en est un exemple parfait.

Originaire de Homs, Hani al-Sawah, alias Darwiche, est installé à Beyrouth depuis 2012, la capitale libanaise qu'il avait visitée notamment en 2011, pour participer à un album collectif, Khatt Talet, regroupant plusieurs rappeurs du monde arabe. C'est alors qu'il tisse des rencontres, des collaborations et des amitiés, lui permettant, une fois installé au Liban, de vivre, survivre et avoir un toit pour dormir, du moins les premiers temps, avant de s'habituer à Beyrouth.

Cela lui a pris beaucoup de temps. A Beyrouth, il ne voyait aucun côté positif, considérant la ville comme nuisible, comme « une ville du Golfe à l'intérieur de Bilad al-Cham », avec ses exigences de vie et son système économique versant dans ce sens. Mais en réalité, « les gens nous ressemblent, ils ne ressemblent pas à ceux du Golfe. A Beyrouth moins, mais plus on va vers le sud ou vers le nord, plus les ressemblances sont grandes ». Des ressemblances qui se sont tout de suite fait sentir dès la première rencontre avec Mazen el-Sayed, alias el-Rass, originaire de Tripoli : une connivence dans l'identité, la culture, les traditions, la vie, les questionnements et le soufisme dans son sens le plus large.

Cette connivence, à la fois humaine, professionnelle et particulière, basée sur l'improvisation et la réflexion, tous les deux l'évoquent d'emblée ; leurs propos, recueillis séparément, ne cessent de se recouper sur tant et tant de sujets, de problématiques et de questionnements, spontanément, par une synergie de pensées et d'objectifs.

### Vers une unité autre

Question d'identité, de frontières, de redéfinition des espaces géographiques, de ressemblances par-delà ces frontières, de religion, de laïcité, d'équilibre au



cœur de la particularité que présente la ville de Beyrouth, « une île de possibles dans un environnement explosif », de responsabilité artistique, de l'échec d'une ère qui a prouvé son incapacité, de la nécessité d'un renouveau dans le monde arabe forcément lié à la langue... La discussion entre Darwiche et el-Rass ne cesse de s'imbriquer avec leur engagement socio-politique et artistique.

L'album Ard el-Samak (Terre du poisson) renvoie, de par son titre, à cet être exilé

de son environnement, ce poisson qui rappelle notre si courte mémoire qui ne fait que répéter les mêmes erreurs, sans même s'en rendre compte. Si Darwiche présente l'album davantage comme un recueil, un livret contenant des idées écrites sous forme de textes et complété par la musique d'el-Rass, hésitant même quant à l'emploi du mot rap, au vu de tous les stéréotypes qui y sont accolés, il insiste sur la spécificité de ce « rap arabe », qui est en train de se construire depuis 5 à 6 ans, et qui est un

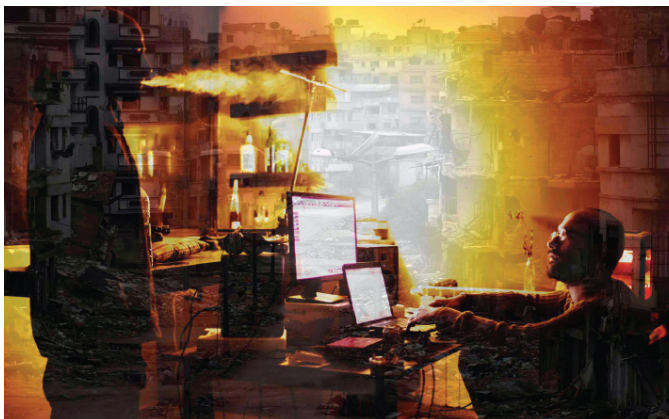
développement logique et normal de la langue. Cette langue arabe qui est l'un des vecteurs essentiels de l'identité, comme le précise el-Rass.

Les idées ne cessent de se recouper, au-delà de ce à quoi les gens peuvent s'attendre ou espérer de cette collaboration. C'est ainsi que Darwiche affirme d'emblée son étonnement à chaque fois qu'on lui demande si cette collaboration contribue à faire évoluer les relations libano-syriennes. « Mais de quelles relations d'abord ? », s'exclame-t-il, celle « du mandat syrien, du régime syrien et de ses alliés Libanais ? ». Affirmant être de ceux qui croient que le fait de mettre des frontières entre un pays et un autre, sur 60 ans, ne crée pas deux sociétés civiles séparées, il pense qu'actuellement « on est en train de créer un nouveau concept de ce qu'est l'unité, d'être sur un même front, d'avoir un ennemi commun... ».

« Je vois cela comme une expansion géographique d'une nouvelle génération à travers le monde arabe. Il y a une communauté qui se bâtit sur un concept d'unité, mais qui est moderne, nouveau, qui nous ressemble et ressemble à ce qu'on veut », affirme-t-il.

Le même sourire en biais anime les traits d'el-Rass, qui précise que ce « travail commun ne se base pas sur une délimitation précise de l'identité », la question d'être Libanais ou d'être Syrien est ouverte, c'est une « feuille blanche » qui constitue à la fois un point de départ et un terrain de travail, où s'écrivent, en mots et en musique, les idées échangées, pour peut-être sentir un jour que ces idées-là serviront à bâtir une approche de l'identité « qui nous convient, parce que ce qui est actuellement "sur le marché" ne nous correspond pas ».

\* Journaliste libanaise



## Une peinture syrienne de poids au Liban !

Les artistes de Damas ont trouvé dans Beyrouth un refuge et un point de départ, et la guerre s'est reflétée dans leurs œuvres

Rita el-Hage\*

**Des millions de Syriens ont abandonné leurs demeures pour s'éloigner de la guerre qui sévit dans leur pays depuis près de cinq ans, et pris la route de l'exode, fuyant dans toutes les directions, en emportant avec eux leurs bagages et la douleur que provoque tout départ forcé. Les artistes peintres et sculpteurs syriens ont, eux, emporté avec eux leurs toiles et leur matériel de peinture et se sont installés ici et là aux quatre coins du monde. C'est au Liban cependant, proche d'eux géographiquement et culturellement, qu'ils ont trouvé un refuge sûr et une plate-forme idéale pour mettre en valeur leurs œuvres.**

**Il est vrai que le prix de la guerre a été lourd pour tous les Syriens, artistes peintres et sculpteurs compris, mais la capitale libanaise, artistiquement très dynamique, a pu contribuer au rayonnement de la peinture syrienne, au-delà des frontières du pays voisin meurtri.**

Depuis le début des hostilités en Syrie, en 2011, le Liban a été le théâtre d'une activité artistique syrienne intense, à cause de l'exode des artistes damascènes et aleppins et de l'absence d'activités culturelles en Syrie. Deux galeries beyrouthines et deux autres syriennes ouvertes dans la capitale libanaise ont accueilli les œuvres de ces derniers.

### Un intérêt libanais accru

Il faut dire que Beyrouth a de tout temps constitué une plateforme importante pour les artistes syriens. L'intérêt porté à ces derniers s'est cependant accru depuis le début de la guerre en Syrie. Même si la Galerie Ayyam – dont les activités se concentrent actuellement à Beyrouth et à Dubaï, après la fermeture de ses portes à Damas – reste le principal pôle d'attraction de nombreux artistes syriens, sa directrice à Beyrouth, Rania Mounzer, constate que l'intérêt porté aujourd'hui par les galeries libanaises aux artistes syriens a relativement régressé alors qu'il fût un temps où elles se les disputaient presque.

Établie au Liban depuis 2006, l'artiste peintre irakienne Leila Kubba, propriétaire de la galerie Artspace à Hamra, fait état en revanche d'une certaine focalisation sur les artistes syriens, dans la capitale libanaise. « Je reçois tous les jours à la galerie, des artistes qui viennent de Syrie et qui s'établissent au Liban. Idem pour les artistes irakiens qui cherchent des plateformes pour y exposer leurs œuvres ». Quant à Marc Hachem, propriétaire de la galerie du même nom, et qui a commencé en 2004 à s'intéresser aux peintres syriens, il note que « les œuvres de ces derniers ont commencé à attirer l'attention des grands collectionneurs de toiles ».

En 2011, Chadi Abou Saada (32 ans) rassemble ses toiles et quitte Souaida pour s'installer à Beyrouth. Diplômé de la faculté de peinture et de photographie de l'Université de Damas, il prend part à des expositions collectives et individuelles dans la capitale libanaise. « Le Liban est le pays le plus proche du modèle syrien, aux plans linguistique et géographique, surtout avec sa nature, ses montagnes

et ses vallées. Cet environnement me convient, beaucoup plus qu'ailleurs », fait-il remarquer.

Quant à l'artiste peintre Tarek Btayhi, il s'est installé à Beyrouth en 2012, « à cause des circonstances » en Syrie. Lui aussi a participé à des expositions collectives. Il en a également organisé deux à titre individuel.

### Une plateforme pour un nouveau départ

« Les conditions de la guerre favorisent la création », note Tarek Btayhi. « Certains artistes étaient inconnus en Syrie mais ont réussi à se faire connaître en dehors de ses frontières », explique-t-il.

Il reste que parmi les artistes qui se sont établis à Beyrouth, certains ont fini par se rendre à Dubaï, en Allemagne et aux Pays-Bas, souligne Rania Mounzer. Parmi eux, certains collaborent avec la Galerie Ayyam, comme Nihad el-Turk, qui s'est rendu à Londres, grâce au soutien des Nations Unies et Oussama Diab qui s'est établi depuis quelques mois aux Pays-Bas.

D'autres ont été dans les pays du Golfe ou en Europe, et d'autres encore sont restés à Beyrouth comme Abdel Karim Majdal al-Beik et Kaïs Salman.

Marc Hachem considère que la guerre en Syrie a « mis facilement en relief la puissance d'expression de ses artistes ». Il constate dans les peintures de ces derniers, « de la souffrance, de la frustration et de la mélancolie », avant d'affirmer noter une « renaissance artistique arabe à laquelle contribue considérablement l'artiste syrien ».

D'ailleurs, des différences dans certains détails précis peuvent être décelées dans les peintures à l'huile d'un même peintre, avant et durant la crise en Syrie. « Un artiste ne peut pas mentir, observe Chadi Abou Saada. Il doit être sincère dans ses toiles ». Et d'ajouter : « Depuis que j'ai obtenu mon diplôme en 2008, je travaille les ombres. Au début, elles étaient grises. Aujourd'hui, elles sont blanches et les personnages sont noirs ». Le jeune artiste décrit ses toiles en ces termes : « Elles recèlent la joie et la tristesse et reflète des scènes de rue ».

Depuis qu'il a obtenu son diplôme en 2005, Tarek Btayhi s'est concentré sur le thème de la femme. Mais la plupart de ses peintures aujourd'hui parlent de guerre. Il considère que Beyrouth constitue une terre fertile pour son travail, « en raison de l'importance du mouvement et de l'ouverture qui la caractérisent ».

Une des publications de la galerie Ayyam, « Syria's Apex Generation », préparée par sa directrice artistique, Maymanah Farhat, propose une comparaison entre les œuvres de cinq artistes peintres avant et durant la guerre en Syrie. Il s'agit de Mohannad Orabi, Nihad al-Turk, Kaïs Salman, Abdel Karim Majdal al-Beik et Osman Moussa. Maymanah Farhat y aborde également l'histoire de l'art plastique en Syrie depuis ses débuts sous l'empire ottoman jusqu'à aujourd'hui, en passant par le mandat français puis par la création d'une faculté de peinture et de photographie à l'Université de Damas, dans les années soixante.

Rania Mounzer explique dans ce contexte que « Nihad al-Turk employait à titre d'exemple des couleurs foncées lorsqu'il se trouvait à Damas puis ses toiles sont devenues colorées depuis qu'il s'est établi à Beyrouth ». « La première année passée dans la capitale libanaise a été dure pour les artistes syriens, ce qui a affecté leurs





© Tiré d'une page du peintre figuratif syrien Tarek Batthi



© Gallery Ayyam - Beyrouth

œuvres. Certains ont pu se surpasser et d'autres sont passés par une période de confusion et ont eu le sentiment d'être dans une impasse. Ils n'ont pas réussi à évoluer vers une étape ultérieure ou ont eu besoin de plus de temps pour s'adapter et se lancer dans une nouvelle idée ou une nouvelle exposition », poursuit-elle, avant de commenter : « Chaque artiste réagit à sa

propre façon à une situation ». Selon Rania Mounzer, chaque peintre a son histoire et son expérience. Le jeune Abdel Karim Majdal al-Beik a ainsi créé une toile gigantesque de cinq mètres qu'il a intitulée « La Syrie en flammes » et qu'il a truffée de symboles tels que des couteaux en y mélangeant des tissus pris des tentes des soldats.

Chadi Abou Saada trouve pour sa part de nombreux points communs entre les artistes syriens et libanais « dans la mesure où nous évoluons pratiquement dans un même environnement ». « Le Libanais est cependant plus ouvert sur l'Occident alors que nous restons plus penchés vers notre culture orientale », constate-t-il. « La Syrie est ma patrie et je ne m'en passerai

pas », enchaîne-t-il. Quant à Tarek Btayhi, il affirme : « Je reviendrai sûrement dans mon pays. Beyrouth deviendra mon lieu de résidence secondaire, mon deuxième Damas. Nous quittons Beyrouth mais elle nous manque ».

\* Correspondante libanaise de l'Agence France-Pressse à Beyrouth

## Mon expérience d'artiste syrienne au Liban et l'influence de mon art sur la société

Eman Nawaya\*

Je suis arrivée à Beyrouth il y a plus de deux ans. Jusqu'à ce jour, mon art reste assoiffé de l'esprit de ce pays, et ma vie d'artiste est une histoire de passion.

Je suis une peintre syrienne, j'ai décroché mon diplôme en 2012. J'étais très enthousiaste à l'idée d'ouvrir un petit atelier dans le Vieux Damas, mais je n'en ai pas eu l'occasion pour une raison ou pour une autre. Je n'avais plus d'autre option que Beyrouth, le Beyrouth de Gebran, de Darwiche et de Akl. Voilà pourquoi j'y suis venue, et j'étais prête à m'y retrouver : la ville ne m'a pas déçue, elle m'a accueillie avec générosité, moi qui porte dans mon art l'identité féminine comme un étendard. Mes études sur le thème de la femme sous toutes ses facettes, sur sa relation avec son partenaire, sur la relation entre les sexes, n'ont pas encore satisfait ma curiosité, quatre ans plus tard.

Il ne fait pas de doute que la mixité de cette société et ses relations sont de nature à être une source suffisante d'inspiration. Ces deux facteurs viennent enrichir les sujets de mon art, tout comme l'atmosphère qui règne dans cette ville aide au développement de ma technique artistique puisque, en matière de couleurs, je suis passionnée par la mer, et que ma peinture est éprise du ciel de Beyrouth.

Il n'a pas été très difficile d'imposer mon art dans cette ville, de faire en sorte qu'il y soit accepté, et qu'il soit considéré comme un projet influent et influencé par sa société, étant donné que la jeune Libanaise occupe une part dans mes œuvres. Tous ces facteurs rassemblés étaient au cœur de mon exposition individuelle qui était, par excellence, inspirée de l'atmosphère de cette ville. Cette exposition a interagi avec elle et reflété la relation qui la lie à ses habitants.

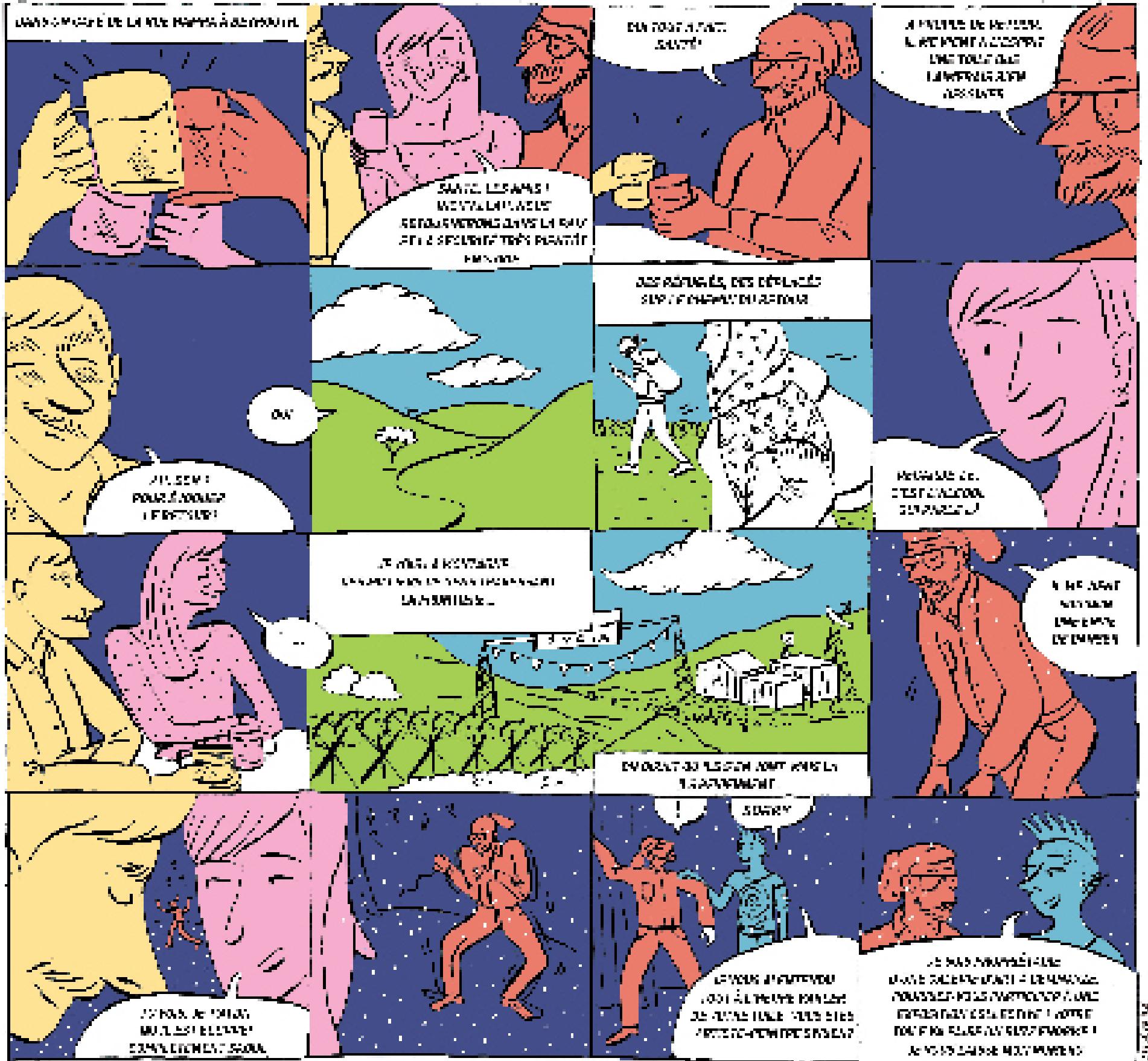
Certains pourraient penser qu'à l'instar d'autres artistes, j'évite le sujet de la guerre et de la destruction qui ravagent mon pays. En réalité, je travaille sur le sujet des relations et de leur teneur, parce que suis convaincue que quand on les met en lumière, soit pour les consacrer, soit pour les critiquer ou pour souligner leur identification à l'espace et à l'existence, on évite beaucoup de guerres et de conflits. Cela pourrait nous permettre de sortir du cycle de la destruction en vue de parvenir à des résultats authentiques et concrets, fondés sur le partenariat et indépendants de tout conflit. De plus, j'ai préféré laisser à d'autres artistes le soin d'aborder le sujet de la guerre à leur manière. Je ne cherche pas à rivaliser avec eux, de peur que ce sujet n'arrive à saturation. Ni mon pays, ni ses habitants, ni leurs souffrances ne sont un sujet de consommation courante, et encore moins d'exploitation.

...Et Beyrouth reste ma source comme elle a été celle de ceux qui m'y ont précédé.

\* Peintre figurative syrienne



© Tableau sous le pinceau de la peintre Eman Nawaya, tiré de la collection "Wamaddat Anthawia", Beyrouth 2016



Scénario et dessin par Joseph Kai



Le projet «La consolidation de la paix au Liban», relevant depuis 2007 du Programme des Nations Unies pour le développement, a pour but de renforcer la compréhension mutuelle et la stabilité sociale en impliquant les jeunes, les enseignants, les médias, les ONG, parallèlement aux conseils municipaux, moukhtars et notables locaux. Dans le but de faire face aux retombées de la crise syrienne sur les communautés libanaises hôtes, et afin d'atténuer les tensions qui se multiplient depuis quelque temps dans le pays, le Projet en question s'emploie à renforcer la capacité des différentes factions de la société – notables locaux, enseignants, journalistes, société civile – à gérer cette crise, consolider la paix et affronter les difficultés de manière non violente. Le Projet vise également à aider ces différents acteurs à développer des stratégies de consolidation de la paix à moyen et long termes.

**Pour plus d'informations:**  
 Le Projet «La consolidation de la paix au Liban»  
 Arab Bank Building  
 Riad El Solh Street  
 Nejmeh, Beirut - Lebanon  
 Telephone: 01- 980 583 or 70-119160  
[www.lb.undp.org](http://www.lb.undp.org)  
[www.lb.undp.org/PBSupplement](http://www.lb.undp.org/PBSupplement)

Facebook, Twitter, Instagram icons and UNDP Lebanon logo.

**Conçu par:**  
 Omar Harkous  
 Hassan Yousef

**Traduit par:**  
 Michel Touma, Fady Noun, Nada Merhi, Susanne Baaklini, Patricia Khoder et Michel Hajji Georgiou

**Edition et révision:**  
 Gaby Nasr